



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ  
11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
3

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΝΟΜΟΙ

1315. Κύρωση της Συμβάσεως 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Ευρώπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών Μελών του. 1
1316. Ίδρυση, οργάνωση και αρμοδιότητες του Έθνικου Όργανισμού Φαρμάκων (Ε.Ο.Φ.), της Έθνικης Φαρμακοβιομηχανίας (Ε.Φ.), της Κρατικής Φαρμακοποιήκης (Κ.Φ.) και τροποποίηση και συμπλήρωση της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας και άλλες διατάξεις. . . . . 2

#### ΝΟΜΟΙ

##### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1315

Κύρωση της Συμβάσεως 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Ευρώπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών Μελών του.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής, ψηφισθέντα νόμον:

"Άρθρο μόνο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που όριζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή Σύμβαση 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Ευρώπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών μελών του, που υπογράφηκε στις 11 Φεβρουαρίου 1982 στην έδρα του Συμβουλίου της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε Έλληνική μετάφραση έχει ως εξής:

#### ACCORD SUR LE TRANSFERT DES CORPS DES PERSONNES DECEDEES

STRASBOURG, 26.X.1973

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant la nécessité de simplifier les formalités relatives au transfert international des corps des personnes décédées;

Tenant compte du fait que le transfert du corps d'une personne décédée ne crée aucun risque sur le plan sanitaire, même si le décès est dû à une maladie transmissible, lorsque des mesures appropriées sont

prises, en particulier en ce qui concerne l'étanchéité du cercueil,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1.

1. Les Parties Contractantes appliqueront, dans les relations entre, elles, les dispositions du présent Accord.

2. Aux fins du présent Accord, on entend par transfert de corps le transport international de corps de personnes décédées de l'Etat de départ vers l'Etat de destination; l'Etat de départ est celui où le transfert a commencé ou, dans le cas d'un corps exhumé, celui où a eu lieu l'inhumation, l'Etat de destination est celui où le corps devra être inhumé ou incinéré après le transport.

3. Le présent Accord ne s'applique pas au transport international de cendres.

#### Article 2.

1. Les dispositions du présent Accord constituent les conditions maximales exigibles pour l'expédition du corps d'une personne décédée ainsi que pour le transit ou l'admission de celui-ci sur le territoire d'une des Parties Contractantes.

2. Les Parties Contractantes restent libres d'accorder des facilités plus grandes par application soit d'accords bilatéraux, soit de décisions prises d'un commun accord dans des cas d'espèce, notamment lorsqu'il s'agit de transfert entre régions frontalières.

Pour l'application de tels accords et décisions dans des cas d'espèce, le consentement de tous les Etats intéressés sera requis.

#### Article 3.

1. Tout corps d'une personne décédée doit être accompagné, au cours du transfert international, d'un document spécial dénommé «laissez-passer mortuaire», délivré par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

2. Le laissez-passer doit reproduire au moins les données figurant dans le modèle annexé au présent Accord; il doit être libellé dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat dans lequel il est délivré et dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe.

#### Article 4.

A l'exception des documents prévus par les conventions et accords internationaux relatifs aux transports en général, ou les conventions ou arrangements futurs sur le transfert des corps des personnes décédées, il n'est pas exigé par l'Etat de destination ni par l'Etat de transit d'autres pièces que le laissez-passer mortuaire.

## Article 5.

Le laissez-passer est délivré par l'autorité compétente visée à l'Article 8 du présent Accord après que celle-ci se soit assurée que :

(a) les formalités médicales, sanitaires, administratives et légales exigées pour le transfert des corps des personnes décédées, et, le cas échéant, pour l'inhumation et l'exhumation, en vigueur dans l'Etat de départ, ont été remplies;

(b) le corps est placé dans un cercueil dont les caractéristiques sont conformes à celles définies aux articles 6 et 7 du présent Accord;

(c) le cercueil ne contient que le corps de la personne mentionnée dans le laissez-passer et les objets personnels destinés à être inhumés ou incinérés avec le corps.

## Article 6.

1. Le cercueil doit être étanche; il doit également contenir une matière absorbante. Si les autorités compétentes de l'Etat de départ l'estiment nécessaire, le cercueil doit être muni d'un appareil épurateur destiné à égaliser la pression intérieure et extérieure. Il doit être constitué :

(i) soit d'un cercueil extérieur en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 20 mm et d'un cercueil intérieur en zinc soigneusement soudé ou en toute autre matière autodestructible;

(ii) soit d'un seul cercueil en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 30 mm, doublé intérieurement d'une feuille de zinc ou de toute autre matière autodestructible.

2. Si le décès est dû à une maladie contagieuse, le corps lui-même sera enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique.

3. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, le cercueil doit comporter, lorsque le transfert est effectué par la voie aérienne, un appareil épurateur ou, à défaut, présenter des garanties de résistance reconnues comme suffisantes par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

## Article 7.

Lorsque le cercueil est transporté comme fret ordinaire, il doit être placé dans un emballage n'ayant pas l'apparence d'un cercueil et sur lequel on indiquera qu'il doit être manipulé avec précaution.

## Article 8.

Toute Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la désignation de l'autorité compétente mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, à l'article 5 et à l'article 6, paragraphes 1 et 3 du présent Accord.

## Article 9.

Si un transfert concerne un Etat tiers qui est Partie à l'Arrangement de Berlin sur le transfert des corps du 10 février 1937, tout Etat Contractant au présent Accord peut demander à un autre Etat Contractant de prendre les mesures nécessaires pour permettre au premier de ces Etats Contractants de satisfaire à ses obligations aux termes de l'Arrangement de Berlin.

## Article 10.

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par :

(a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

## Article 11.

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 10.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

## Article 12.

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt.

## Article 13.

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 14 du présent Accord.

## Article 14.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

## Article 15.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord :

(a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

(c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(d) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à son article 11;

(e) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 13;

(f) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 14 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

(g) toute communication qui lui sera adressée en vertu de l'article 8.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 26 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

## ANNEXE

## LAISSEZ-PASSER MORTUAIRE

Ce laissez-passer est délivré conformément aux termes de l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, notamment des articles 3 et 5<sup>1</sup>.

Il autorise le transfert du corps de :  
Nom et prénom de la personne décédée .....

décédé (e) le ..... à .....  
Indiquer la cause du décès (si possible) ' et ' .....

à l'âge de ..... ans .....

Date et lieu de naissance (si possible) .....

Le corps doit être transporté .....

de ..... (moyen de transport)

par ..... (lieu de départ)

à ..... (itinéraire)

à ..... (destination)

Le transfert de ce corps ayant été autorisé toutes les autorités des Etats sur le territoire desquels le transport doit avoir lieu sont invitées à la laisser passer librement.

Fait à ....., le .....

Signature de l'autorité ..... Cachet officiel de  
compétente ..... l'autorité compétente

1. Le texte des articles 3 et 5 de l'Accord devra figurer au verso du laissez-passer.

2. Indiquer la cause du décès, soit en français ou en anglais, soit en utilisant le code chiffré de l'O.M.S. de la classification internationale des maladies.

3. Si la cause du décès n'est pas donnée, pour des motifs ayant trait au secret professionnel, un certificat indiquant la cause du décès doit être placé sous enveloppe scellée, accompagner le corps au cours du transport et être présenté à l'autorité compétente dans l'Etat de destination. L'enveloppe scellée, qui comportera une indication extérieure permettant son identification, sera solidement fixée au laissez-passer. Sinon, le laissez-passer doit indiquer si la personne est décédée de mort naturelle et d'une maladie non contagieuse. Si ce n'est pas le cas, les circonstances du décès ou la nature de la maladie contagieuse doivent être indiquées.

## ΣΥΜΒΑΣΗ

Για τη μεταφορά σορών.

Στρασβούργο 26.10.1973.

Τα Κράτη-Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν τη σύμβαση αυτή.

Έπειδή θεώρησαν απαραίτητη την απλοποίηση των διατυπώσεων που αφορούν τη διεθνή μεταφορά νεκρών.

Έλαβαν υπ' όψη ότι η μεταφορά ενός νεκρού σώματος δεν προκαλεί κανένα κίνδυνο από υγειονομικής πλευράς

ακόμα και αν ο θάνατος οφείλεται σε μεταδοτικό νόσημα, εφ' όσον έχουν ληφθεί τα ένδεικνυόμενα μέτρα ιδιαίτερα σε ό,τι αφορά τη στεγανότητα του φέρετρου.

Συμφωνήσανε τα ακόλουθα :

## Άρθρο 1.

1. Τα Συμβαλλόμενα μέρη θα εφαρμόσουν στις μεταξύ τους σχέσεις τις διατάξεις της Συμβάσεως αυτής.

2. Για τους σκοπούς της Συμφωνίας αυτής, όταν αναφέρουμε μεταφορά νεκρών εννοούμε τη διεθνή μεταφορά (σορών) από το Κράτος προελεύσεως προς το Κράτος προορισμού.

Το Κράτος προελεύσεως είναι εκείνο όπου αρχίζει ή μεταφορά ή σε περίπτωση ενός πτώματος που έχει έκταφει, ή χώρα όπου έγινε ή ταφή.

Το Κράτος προορισμού είναι εκείνο όπου πρόκειται ή σορός να ταφεί ή να αποτεφρωθεί μετά τη μεταφορά.

3. Η Σύμβαση αυτή δεν αναφέρεται στη διεθνή μεταφορά της στάχτης των νεκρών.

## Άρθρο 2.

1. Οι διατάξεις της Συμβάσεως αυτής αποτελούν τις μέγιστες απαιτήσεις για την αποστολή μιας σορού καθώς και για τη διαμετακομιδή και την εισαγωγή της στην επικράτεια ενός των Συμβαλλόμενων μερών.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη είναι ελεύθερα να παρέχουν μεγαλύτερες διευκολύνσεις ή με την εφαρμογή διμερών Συμβάσεων ή με αποφάσεις που θα παίρνουν μετά σύμφωνη γνώμη κατά περίπτωση ιδιαίτερα όταν πρόκειται για μεταφορά μεταξύ δημορών περιοχών. Για την εφαρμογή τέτοιων συμβάσεων και αποφάσεων κατά περίπτωση θα πρέπει να υπάρχει συγκατάθεση όλων των ενδιαφερόμενων Κρατών.

## Άρθρο 3.

1. Κάθε σορός θα πρέπει να συνοδεύεται κατά τη διεθνή μεταφορά από ένα ειδικό πιστοποιητικό «θανάτου» που εκδίδει ή αρμόδια αρχή του Κράτους προελεύσεως.

2. Το πιστοποιητικό θανάτου θα πρέπει ν' αναφέρει τουλάχιστο τα στοιχεία που αναφέρονται στο παράρτημα που ακολουθεί τη Σύμβαση αυτή. Θα πρέπει να συντάσσεται στην επίσημη γλώσσα ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους, όπου εκδίδεται και σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης.

## Άρθρο 4.

Με εξαίρεση τα πιστοποιητικά που προβλέπονται από τις διεθνείς συμβάσεις και συμφωνίες που αναφέρονται γενικά στις μεταφορές ή από πιθανές μελλοντικές συμβάσεις ή συμφωνίες για τη μεταφορά των σορών δεν απαιτείται από τη χώρα προορισμού ή διαμετακομιδής άλλο πιστοποιητικό εκτός από το πιστοποιητικό θανάτου.

## Άρθρο 5.

Το πιστοποιητικό θανάτου εκδίδεται από την αρμόδια αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 8 της Συμβάσεως αυτής αφού αυτή βεβαιωθεί ότι :

α) έχουν εκπληρωθεί οι απαιτούμενες ιατρικές, υγειονομικές, διοικητικές και νομικές διατυπώσεις για τη μεταφορά των σορών και εάν χρειασθεί για τον ένταφιασμό ή και έκταφη, που ισχύουν στη χώρα προελεύσεως.

β) Η σορός τοποθετείται σ' ένα φέρετρο όπως περιγράφεται στα άρθρα 6 και 7 της Συμβάσεως αυτής.

γ) Το φέρετρο πρέπει να περιέχει μόνο τη σορό του ατόμου που αναφέρεται στο πιστοποιητικό θανάτου και τα προσωπικά του είδη που προορίζονται να ταφούν ή ν' αποτεφρωθούν μαζί με το πτώμα.

## Άρθρο 6.

1. Το φέρετρο πρέπει να είναι αεροστεγές και να περιέχει ένα απορροφητικό υλικό. Εάν οι αρμόδιες αρχές του Κράτους προελεύσεως κρίνουν αναγκαίο, το φέρετρο πρέπει να είναι εξοπλισμένο με σύστημα εξαερισμού για να υπάρχει ισορροπία της εσωτερικής και εξωτερικής πίεσεως. Θα πρέπει ν' αποτελείται :

(1) Είτε από ένα εξωτερικό ξύλινο φέρετρο με τοιχώματα πάχους τουλάχιστον 20 χιλιοστών και από ένα εσωτερικό φέρετρο από ψευδάργυρο καλά κλεισμένο ή από άλλο υλικό που μπορεί εύκολα να αυτοκαταστρέφεται.

(2) Είτε από ένα ξύλινο φέρετρο τα τοιχώματα του οποίου δεν πρέπει να έχουν πάχος μικρότερο των 30 χιλιοστών, επενδυσμένο με ψευδάργυρο ή άλλο υλικό που μπορεί να αυτοκαταστρέφεται.

2. Εάν ο θάνατος οφείλεται σε λοιμώδες νόσημα, ή σορός θα πρέπει να είναι τυλιγμένη σε ένα σεντόνι έμποτισμένο με αντισηπτικό.

3. Εάν η μεταφορά γίνεται αεροπορικώς θα πρέπει να υπάρχει σύστημα εξαερισμού ή τουλάχιστον έγγυση αναγνωρισμένης άνοιξης που θα κριθεί ικανοποιητική από την αρμόδια υπηρεσία της χώρας προοιούσας.

Άρθρο 7.

Εάν το φέρετρο μεταφέρεται σαν κοινό δέμα, θα πρέπει να γίνεται ειδική συσκευασία ώστε να μη φαίνεται ότι πρόκειται για φέρετρο, με την ένδειξη ότι πρέπει να μεταφέρεται με προσοχή.

Άρθρο 8.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα κοινοποιεί στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης την ακριβή ονομασία της αρμόδιας αρχής που αναφέρεται στο άρθρο 3, παράγραφος 1, στο άρθρο 5 και στο άρθρο 6, παράγραφοι 1 και 3 της Συμβάσεως αυτής.

Άρθρο 9.

Εάν μιὰ μεταφορά αφορά ένα τρίτο Κράτος που είναι Μέλος της Συμφωνίας του Βερολίνου για τη μεταφορά των νεκρών της 10ης Φεβρουαρίου 1937, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος της Συμβάσεως αυτής μπορεί να ζητήσει από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να λάβει τα αναγκαία μέτρα, για να επιτραπεί στο πρώτο από τα Συμβαλλόμενα Μέρη να ικανοποιήσει τις υποχρεώσεις του σύμφωνα με τους όρους της Συμφωνίας του Βερολίνου.

Άρθρο 10.

1. Η Σύμβαση αυτή είναι ανοιχτή για υπογραφή από τα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που μπορούν να γίνουν Μέρη εάν :

- α) υπογράψουν χωρίς επιφύλαξεις την κύρωση ή την αποδοχή·
- β) υπογράψουν υπό επιφύλαξη την κύρωση ή την αποδοχή και μετά ακολουθήσει κύρωση ή αποδοχή.

2. Οι πράξεις κυρώσεως και αποδοχής θα κατατεθούν στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 11.

1. Η Σύμβαση αυτή θα ισχύσει ένα μήνα μετά την ημερομηνία που τρία Κράτη Μέλη του Συμβουλίου θα γίνουν Μέρη της Συμβάσεως σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 10.

2. Για κάθε Κράτος Μέρος που θα υπογράψει αργότερα χωρίς επιφύλαξη την κύρωση ή την αποδοχή ή θα την κυρώσει ή θα την αποδεχθεί, η Σύμβαση θα ισχύσει ένα μήνα μετά την ημερομηνία της υπογραφής ή της καταθέσεως της πράξεως κυρώσεως ή αποδοχής.

Άρθρο 12.

1. Μετά την ισχύ της Συμβάσεως αυτής, ή έξ' Υπουργών Επιτροπή του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλεί κάθε Κράτος μη Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης της πράξεως προσχωρήσεως που θα αρχίσει να ισχύει ένα μήνα μετά την ημερομηνία της καταθέσεως.

Άρθρο 13.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξεως κυρώσεως αποδοχής ή προσχωρήσεως, να υποδείξει την περιοχή ή τις περιοχές που θα εφαρμόζεται η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την κατάθεση της πράξεως κυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως, ή οποιαδήποτε στιγμή μετά, να επεκτείνει την εφαρμογή της Συμβάσεως αυτής με διακήρυξη που απευθύνει στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε άλλη περιοχή που αναφέρεται στη διακήρυξη και για την οποία εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για την οποία έχει τη δικαιοδοσία να συνάπτει Συμβάσεις.

3. Κάθε διακήρυξη που γίνεται σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο θα μπορεί να αποσυρθεί, για τις περιοχές που υποδεικνύονται σε αυτή τη διακήρυξη, σύμφωνα με τις προβλεπόμενες από το άρθρο 14 της Συμβάσεως αυτής προϋποθέσεις.

Άρθρο 14.

1. Η Σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε ισχύ χωρίς περιορισμό και διάρκεια.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να λύσει τη Σύμβαση αυτή απευθύνοντας ανακοίνωση στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η λύση θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήξεως της ανακοινώσεως από τη Γενική Γραμματεία.

Άρθρο 15.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα ανακοινώσει στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Κράτος που θα είχε προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή:

- α) κάθε υπογραφή κυρώσεως ή αποδοχής χωρίς επιφύλαξη·
- β) κάθε υπογραφή κυρώσεως ή αποδοχής με επιφύλαξη·
- γ) την κατάθεση κάθε πράξεως κυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως·
- δ) κάθε ημερομηνία που αρχίζει να ισχύει η Σύμβαση, αυτή σύμφωνα με το άρθρο 11·
- ε) κάθε ανακοίνωση που λαμβάνει σε εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 13·
- στ) κάθε ανακοίνωση που λαμβάνει σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 14 και την ημερομηνία που θα πραγματοποιηθεί η λύση της Συμβάσεως·
- η) κάθε ανακοίνωση που θα του σταλεί σύμφωνα με το άρθρο 8.

Σε πίστη των παραπάνω, οι υπογεγραμμένοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτό υπέγραψαν τη Σύμβαση αυτή. Έγινε στο Στρασβούργο στις 26 Οκτωβρίου 1973 γαλλικά και αγγλικά και τα δύο κείμενα είναι ακριβώς τα ίδια και θα κατατεθεί από ένα αντίτυπο μόνο στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει από ένα κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Κράτος που έχει υπογράψει ή προσχωρήσει.

Π α ρ α ρ τ η μ α

Πιστοποιητικό θανάτου.

Αυτό το πιστοποιητικό θανάτου χορηγείται σύμφωνα προς τους όρους της Συμβάσεως για τη μεταφορά των νεκρών, ιδιαίτερα των άρθρων 3 και 5<sup>1</sup>.

Εγκρίνεται η μεταφορά της σορού του :

Όνοματεπώνυμο θανόντος :

που πέθανε την ..... στο  
.....  
..... από (αιτία θανάτου) <sup>2,3</sup>.

σε ηλικία :

ημερομηνία και τόπος γεννήσεως :

Η σορός πρέπει να μεταφερθεί :

(μέσο μεταφορᾶς)

από :

διαδρομή :

προορισμός :

Η μεταφορά της σορού εγκρίνεται και καλούνται οι αρχές των Κρατών απ' όπου θα περάσει ή σορός να επιτρέψουν την ελεύθερη διέλευση.

## Ἡμερομηνία

Ὑπογραφή τῆς ἀρμόδιας ἀρχῆς :  
Σφραγίδα ἐπίσημη  
τῆς ἀρμόδιας ἀρχῆς

**ΣΗΜ.** 1. Τὸ κείμενο τῶν ἀρθρῶν 3 καὶ 5 τῆς συμβάσεως θὰ πρέπει ν' ἀναγράφεται ἀπὸ πίσω.

2. Ἀναφέρετε τὴν αἰτία θανάτου, γαλλικὰ ἢ ἀγγλικὰ ἢ μὲ τὸν κώδικα τῆς Π.Ο.Υ.

3. Ἐὰν ἡ αἰτία θανάτου δὲν δίνεται, γιατί εἶναι ἐπαγγελματικὸ μυστικὸ, πιστοποιητικὸ μὲ τὴν αἰτία θανάτου θὰ πρέπει νὰ κλειστῆ σὲ φάκελλο καὶ νὰ συνοδεύει τὴ σορὸ κατὰ τὴ μεταφορὰ τῆς καὶ νὰ παραδοθῆ στὴν ἀρμόδια ἀρχὴ τῆς χώρας προορισμοῦ. Ὁ κλειστὸς φάκελλος θὰ ἀποτελεῖ τὴν ἔξωτερικὴ ἔνδειξη πού ἐπιτρέπεται τὴν ἐξακριβώση καὶ θὰ πρέπει νὰ ἔχει συρραφῆ μὲ τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἡ πρόσθετη αὐτὴ ἔνδειξη στὸ πιστοποιητικὸ θανάτου θὰ πρέπει ν' ἀναφέρεται ἐὰν τὸ ἄτομο πέθανε ἀπὸ φυσικὸ θάνατο ἀπὸ μὴ λοιμώδη νόσο.

Ἐὰν δὲν εἶναι αὐτὴ ἡ περίπτωσις, ἡ αἰτιολογία τοῦ θανάτου ἢ ἡ φύσις τῆς μεταδοτικῆς νόσου θὰ πρέπει νὰ ἀναφερθοῦν.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῆ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ

**ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣ ΛΥΓΕΡΙΝΟΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 11 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

(2)

**ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1316**

Ἰδρυση, ὁργάνωση καὶ ἀρμοδιότητες τοῦ Ἐθνικοῦ Ὁργανισμοῦ Φαρμάκων (Ε.Ο.Φ.), τῆς Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας (Ε.Φ.), τῆς Κρατικῆς Φαρμακοποθήκης (Κ.Φ.) καὶ τροποποίηση καὶ συμπλήρωση τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας καὶ ἄλλες διατάξεις.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

**ΚΕΦΑΛΑΙΟ Α'.**

Ἰδρυση καὶ Ὀργάνωση Ἐθνικοῦ Ὁργανισμοῦ Φαρμάκων.

**Ἄρθρο 1.**

Ἰδρυση — Ἐπωνυμία — Ἐποπτεία — Ἔδρα.

1. Ἰδρύεται Νομικὸ Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου μὲ ἕδρα τὴν Ἀθῆνα καὶ ἐπωνυμία: «**ΕΘΝΙΚΟΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ ΦΑΡΜΑΚΩΝ**» (Ε.Ο.Φ.).

2. Τὰ στοιχεῖα «**Ε.Ο.Φ.**» ἀποτελοῦν διακριτικὸ τίτλο πού ἀνήκει ἀποκλειστικὰ στὸν Ὀργανισμό. Ἀπαγορεύεται σὲ ὅποιὸδήποτε ἄλλο φυσικὸ ἢ νομικὸ πρόσωπο νὰ χρησιμοποιεῖ αὐτὰ τὰ στοιχεῖα σὰν ἐπωνυμία, σῆμα ἢ διακριτικὸ τίτλο.

3. Ὁ Ε.Ο.Φ. λειτουργεῖ κάτω ἀπὸ τὴν ἐποπτεία τοῦ Κράτους πού ἀσκεῖται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

**Ἄρθρο 2.**

Σκοπὸς — Ἀντικείμενο.

1. Ὁ Ε.Ο.Φ. ἔχει σὰν πρώτιστο σκοπὸ τὴν προστασία καὶ ἐελτίωση τῆς Δημόσιας Ὑγείας, καθὼς καὶ τὴν ἐξασφάλιση τοῦ δημόσιου συμφέροντος γενικότερα τῶν τομέα τῆς

παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς καὶ διακίνησης γενικὰ τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ τὴν ἀνάπτυξη τῶν σχετικῶν ἐμπορευομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων, καθὼς καὶ τῆς τεχνολογίας καὶ ἔρευνας.

2. Ἀντικείμενο τῶν ἀρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελοῦν τὰ ἑξῆς προϊόντα:

α) Φαρμακευτικὲς οὐσίες, πρώτες ὕλες καὶ ὕλικά συσκευασίας τῶν προϊόντων ἀρμοδιότητάς του.

β) Φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα καὶ συσκευάσματα, ἰερο-ἐμβόλια γιὰ ἀνθρώπινη καὶ κτηνιατρικὴ χρήση καὶ γενικὰ φαρμακευτικὰ προϊόντα. Σ' αὐτὰ περιλαμβάνονται καὶ τὰ διαγνωστικὰ ἀντιδραστήρια «**IN VIVO**» καὶ τὰ ἐξω-παραιοκτόνα τῶν ἀνθρώπων καὶ ζώων.

γ) Δρόγες καὶ μείγματα θρογῶν μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

δ) Προϊόντα σήματος.

ε) Ραδιενεργὰ ἰδ/τα ἢ σκευάσματα γιὰ θεραπευτικὴ ἢ διαγνωστικὴ χρήση.

στ) Βρεφικὰ γάλατα.

ζ) Διαιτητικὰ προϊόντα μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

η) Ὀδοντιατρικὰ ὕλικά.

θ) Ἰαματικὰ νερά.

ι) Ζωοτροφές μὲ φαρμακευτικὰ προσθετικά καὶ ἰχθυοστοχεῖα καθὼς καὶ προμείγματα καὶ προσθετικά ζωοτροφῶν.

ια) Προϊόντα κατὰ τοῦ καπνίσματος καὶ λοιπὰ ἀπωθητικά.

ιβ) Ἀποστειρωμένα καὶ μὴ ὕλικά μιάς ἢ πολλαπλῆς χρήσης (σύριγγες, βελόνες, συσκευὲς ἐγχύσεως, μεταγγίσεως, καθετῆρες κλπ.) καὶ φίλτρα αἰματοκάθαρσης καθὼς καὶ ἰατρικὰ καὶ ὀδοντιατρικὰ ἐργαλεῖα.

ιγ) Ὑγρά διαλύματα περιτοναικῆς διόλισης ἢ αἰμοδιόλισης.

ιδ) Ἐπίδερμικά ὕλικά, ταμπόν, βαμβάκι κλπ. γιὰ φαρμακευτικὴ χρήση.

ιε) Ὑγρά φακῶν ἐπαφῆς, καθαρστικὰ τεχνητῶν ὀδοντοστοιχείων καὶ τὰ συναφή προϊόντα.

ιστ) Χειρουργικὰ ράμματα.

ιζ) Βιολογικὰ ἀντιδραστήρια (IN VITRO) καθὼς καὶ ἀντιδραστήρια μαζικῆς καὶ τυποποιημένης παραγωγῆς γιὰ διαγνωστικὴ καὶ γενικὰ ἰατρικὴ χρήση.

ιη) Ἀπολυμαντικὰ καὶ ἀντισηπτικὰ χώρου.

ιθ) Ἀποσμητικὰ χώρου.

κ) Καλλυντικὰ προϊόντα καὶ οὐσίες πού χρησιμοποιοῦνται γιὰ τὸν καλλωπισμὸ καὶ τὴν περιποίηση τοῦ σώματος.

3. Μὲ Π.Δ. πού ἐκδίδονται, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ἐπεκτείνονται οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ε.Ο.Φ. τοῦ ἀρθροῦ 3 τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ σὲ ἄλλα συναφή ἀντικείμενα.

4. Τὰ παραπάνω εἶδη ὑπάγονται στὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Ε.Ο.Φ. εἴτε παράγονται εἴτε εἰσάγονται στὴν Ἑλλάδα σὰν πρώτες ὕλες, ἡμιέτοιμα ἢ έτοιμα προϊόντα, εἴτε διακινοῦνται μὲ ὅποιοδήποτε τρόπο μέσα στὰ ὅρια τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπικράτειας, ἀνεξάρτητα ἀν προορίζονται γιὰ ἐσωτερικὴ καταβάλωση ἢ ἐξαγωγή.

**Ἄρθρο 3.**

**Ἀρμοδιότητες.**

Γιὰ τὴν ὑλοποίηση τῶν σκοπῶν του, ὁ Ε.Ο.Φ.:

1. Ἀποφασίζει: α) Τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, ἀνανέωση, τροποποίηση, ἀναστολὴ ἢ καὶ ἀνάκληση τῶν ἀδείων κυκλοφορίας τῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

β) Τὴ διενέργεια τῶν ἀπαιτούμενων κλινικῶν καὶ ἐργαστηριακῶν ἢ ἄλλων μελετῶν καὶ ἐφαρμογῶν στὰ παραπάνω προϊόντα.

γ) Τὴ λήψη ἄμεσων διοικητικῶν ἢ συντηρητικῶν μέτρων, ὅταν κινδυνεύει ἡ Δημόσια Ὑγεία.

δ) Τὴ χορήγηση, ἀναστολὴ ἢ ἀνάκληση ἀδείας δυνατότητας παρασκευῆς προϊόντων ἢ μαρῶν τῆς ἀρμοδιότητάς του καθὼς καὶ τὴν προσωρινὴ ἢ ὀριστικὴ διακοπὴ τῆς παραγωγῆς τους.

2. Γνωμοδοτεί σὲ σχέση με τὰ προϊόντα τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος :

α) Γιὰ τὴ χορήγησι ἢ ἀνάκλησι ἄδειας ἔδρευσης, ἐγκατάστασης, λειτουργίας, επέκτασης, μεταφοράς, μεταστέγασης, συστέγασης μονάδων πού ἀσχολοῦνται με τὴν παραγωγή ἢ ἐμπορία τους.

β) Γιὰ τὸν καθορισμὸ τῶν τιμῶν τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του, καθὼς καὶ γιὰ τὸ σύστημα κοστολόγησις καὶ ἀνακοστολόγησις τους.

γ) Γιὰ κάθε θέμα πού σχετίζεται με τὴν ἐρευνα, παραγωγή, εισαγωγή, ἐξαγωγή καὶ διακίνησιν τους.

δ) Γιὰ τὴν ἐπιβολὴ τῶν προβλεπόμενων διοικητικῶν κυρώσεων ἀπὸ τὸ νόμο αὐτὸν καὶ τὴν ὑπόλοιπη Φαρμακευτικὴ Νομοθεσία.

3.α) Ἀσκει προληπτικὸ ἔλεγχον τῶν πιστοποιητικῶν προέλευσης, σύνθεσης, τιμολογίων, τιμοκαταλόγων τῆς χώρας προέλευσης, καθὼς καὶ κάθε ἄλλου πιστοποιητικῶν πού συνοδεύει τὴν εισαγωγή τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος ἢ πού καθορίζεται με ἀπόφασιν τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

β) Κατὰ τὴν κρίσιν του ἐλέγχει ἢ ἀναδέσει σὲ ἄλλες δημόσιες ὑπηρεσίες ἢ νομικὰ πρόσωπα τὸν ἔλεγχον τῶν μεθόδων βιομηχανικῆς παρασκευῆς φαρμακευτικῶν οὐσιῶν, πού προστατεύονται ἀπὸ διπλώματα εὑρεσιτεχνίας (PATENTS). Τὴς ἀξιολογεῖ ἐπιστημονικὰ ἂν εἶναι νέες καὶ πρωτότυπες, κατὰ τὴν ἐννοια τοῦ Ν. 2527/1920 «περὶ διπλωμάτων Ἐυρεσιτεχνίας» καὶ εἰσηγείται στὸν Ὑπουργὸν Ἐρευνας καὶ Τεχνολογίας γιὰ τὴν ἀνάκλησιν ἢ ἀκύρωσιν τους. Ὑστερα ἀπὸ σχετικὴ αἴτησι ἐνδιφερομένης ἐγχώριας βιομηχανίας ἢ κρατικῆς ἢ ἡμικρατικῆς ὀργανισμοῦ, εἰσηγείται καὶ γνωμοδοτεῖ στὶς ἀρμόδιες διοικητικὰς καὶ δικαστικὰς ἀρχὰς γιὰ τὴν ἀναγκαιότητα ἢ σκοπιμότητα χορήγησις ὑποχρεωτικῆς ἄδειας ἐκμετάλλευσης διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας πού ἄρρουν μεθόδους παρασκευῆς φαρμακευτικῶν προϊόντων, σύμφωνα με τὴν ἰσχύουσα «περὶ Διπλ. Εὑρεσιτεχνίας» νομοθεσία.

γ) Διενεργεῖ ἐπιθεωρήσεις καὶ δειγματοληψίαις με ἔργα να τοῦ κατὰ τὰ στάδια τῆς εισαγωγῆς, παραγωγῆς, ἀποθήκευσης, διακίνησις καὶ διάθεσις ὑλῶν, ἡμιέτοιμων καὶ ἐτοιμῶν προϊόντων τῶν ειδῶν τῆς ἀρμοδιότητάς του σὲ κάθε χώρα πού μπορεῖ νὰ παράγονται. ἀποθηκεύονται ἢ διακινεῖνται αὐτὰ, καθὼς καὶ σὲ κάθε ἔντυπο πού συνοδεύει τὴς πράξεων διαδικασίας.

4. Ἰδρύει αὐτοδύναμα ἢ σὲ συνεργασία με ἄλλες δημόσιες ὑπηρεσίες καθὼς καὶ με νομικὰ καὶ φυσικὰ πρόσωπα δημοσίου καὶ ἰδιωτικοῦ δικαίου, ἡμεδαπὰ ἢ ξένα, ἐμποροβιομηχανικὰς μονάδας με σκοπὸ τὴν ἐρευνα, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ εισαγωγὴν τεχνολογίας, τὴν παρασκευὴν, εισαγωγὴν, ἐξαγωγήν καὶ γενικὰ τὴν διακίνησιν τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος.

5. Εἰσηγείται στὶς ἀρμόδιες κρατικὰς ἀρχὰς τὰ ἀναγκαία νομοθετικὰ, διοικητικὰ καὶ ἄλλα μέτρα πού πρέπει νὰ λαμβάνονται γιὰ τὴν ἐπίτευξιν τῆς δημόσιας ὑγείας καὶ τοῦ δημοσίου συμφέροντος στὸν τομέα τῆς παραγωγῆς, εισαγωγῆς καὶ διακίνησις τῶν παραπάνω προϊόντων καὶ ἐνδεικτικὰ γιὰ :

α) Τὴς συνθήκας παραγωγῆς, ἀποθήκευσης καὶ διακίνησίν τους.

β) Τὴν προστασία, ἀσφάλεια καὶ τὴς συνθήκας ἐργασίας τῶν ἐργαζομένων στὴν ἐρευνα, παραγωγή καὶ διακίνησιν τους.

γ) Τὴν προστασία τοῦ περιβάλλοντος.

δ) Τὴν προμήθειά τους ἀπὸ τὸ Δημόσιον καὶ τὰ Ν.Π. Δ.Δ., τὴν τήρησιν τῶν προδιαγραφῶν, γνωμοδοτώντας παράλληλα καὶ γιὰ τὰ ἀποτελέσματα.

6. Εἰσηγείται γιὰ τὴ σύνθεσιν τοῦ «Γενικοῦ Συμβουλίου Ε.Ο.Φ.» καὶ ὅλων τῶν Ἐπιτροπῶν πού προβλέπονται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο.

7. Καταρτίζει τὰ σχέδια τῆς Ἑλληνικῆς Φαρμακοποιίας καὶ τοῦ Ἑθνικοῦ Συνταγολόγιου καὶ τῶν ἀναγκαίων συμπληρωμάτων τους.

8. Λαμβάνει κάθε νόμιμο μέτρο γιὰ τὸν ὀμαλὸ ἐφοδισμὸ

τῆς ἀγορᾶς με φαρμακευτικὰ καὶ παραφαρμακευτικὰ προϊόντα καὶ γιὰ τὴν ἀποφυγὴ ἐλλείψεων.

9. α) Προγραμματίζει καὶ διεξάγει αὐτοδύναμα ἢ σὲ συνεργασία με φυσικὰ καὶ νομικὰ πρόσωπα δημοσίου καὶ ἰδιωτικοῦ δικαίου, ἡμεδαπὰ ἢ ξένα, ἐρευνες γιὰ τὴν ἀνάπτυξιν νέων ἢ τῆ ἐπεξεργασίης τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2, ἀξιοποιώντας ἰδιαίτερα τὴς πλουτοπαραγωγικὰς πηγὰς τῆς χώρας.

β) Καταρτίζει καὶ ὀργανώνει, μόνος του ἢ σὲ συνεργασία με Ἄνωτατα Ἐκπαιδευτικὰ Ἰδρύματα καὶ ἐπιστημονικοὺς φορεῖς, ἐκπαιδευτικὰ προγράμματα γιὰ τὸ προσωπικὸ του καὶ τὸ προσωπικὸ τῶν μονάδων πού ἔχουν ἀντικείμενον τὴν παραγωγή καὶ διακίνησιν τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του.

10. Καθορίζει τὴς τεχνικὰς προδιαγραφὰς γιὰ τὴν ἐγκρίσιν, εισαγωγήν, παραγωγήν, ἀποθήκευσιν καὶ διακίνησιν τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ ἐλέγχει τὴν ἐφαρμογὴν τους.

11. Ἐνημερᾶνει τὴν κοινὴν γνώμην καὶ ὅλους τοὺς ἀσχολούμενους με τὴ δημόσια ὑγεία γιὰ θέματα σχετικὰ με τὸ ἀντικείμενον του, γιὰ τὴ σωστὴν χρῆσιν τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ τὴν ἐπίτευξιν καὶ παραγωγή τῆς δημόσιας ὑγείας.

12. Ἀσκει τὴν ἐποπτεία καὶ τὸν ἔλεγχον στὴν Ἑθνικὴν Φαρμακοβιομηχανία, στὴν Κρατικὴν Φαρμακοποιὴν καὶ σὲ κάθε ἄλλῃ ἐπιχείρησιν πού ἰδρύει σύμφωνα με τὴς διατάξεις τοῦ παρόντος.

#### Ἄρθρο 4.

##### Ἀπαλλαγὰς καὶ προνόμια.

1. Ὁ Ε.Ο.Φ., ἀπαλλάσσεται ἀπὸ κάθε δημοτικὸ καὶ κοινοτικὸ φόρο ἢ τέλος καὶ κάθε εισφορά, κράτησιν ἢ δικαιώμα ὑπὲρ τρίτου, με ἐξαίρεσιν τὰ τέλη χαρτοσήμου.

2. Ὁ Ε.Ο.Φ. ἔχει ὅλας τὴς δικαστικὰς ἀτέλειαις καὶ τὰ προνόμια δικονομικοῦ δικαίου τοῦ Δημοσίου.

3. Γιὰ τὴν εἰσπραξὴν τῶν ἐσόδων του ἐφαρμόζονται οἱ οὐσιαστικὰς καὶ δικονομικὰς διατάξεις τοῦ Κώδικα «Περὶ Εἰσπραξέως Δημοσίων Ἐσόδων» πού ἰσχύουν.

#### Ἄρθρο 5.

##### Διοικητικὸ Συμβούλιον—Σύνθεσιν καὶ λειτουργία.

##### A. Σύνθεσιν :

1. Ὁ Ε.Ο.Φ. διοικεῖται ἀπὸ 11μελὲς Δ.Σ. πού ἀποτελεῖται ἀπὸ :

α) Τὸν πρόεδρον.

β) Ἐναν ἐκπρόσωπον τῶν ἐργαζομένων πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν ΓΣΕΕ μετὰξὺ τῶν ἐργαζομένων σὲ ἐπιχειρήσεις ἀρμοδιότητάς Ε.Ο.Φ.

γ) Ἐναν ἐκπρόσωπον τῆς Τοπικῆς Αὐτοδιοικήσεως πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν ΚΕΑΚΕ.

δ) Ἐναν ἐκπρόσωπον τῶν ἐπιστημονικῶν φορέων πού ἐκλέγεται μετὰξὺ τῶν προτεινόμενων ἀπὸ τοὺς α) Πανελληνιον Ἱατρικὸν Σύλλογον, β) Πανελληνιον Φαρμακευτικὸν Σύλλογον καὶ Πανελλήνια Ἐνώσιν Φαρμακοποιῶν σὲ κοινὴ τους συνεδρίασιν, γ) Ἐνώσιν Ἑλλήνων Χημικῶν, δ) Πανελληνιον Ἐνώσιν Βιολόγων, ε) Τεχνικὸν Ἐπιμελητήριον Ἑλλάδος, στ) Πανελληνιον Κτηνιατρικὸν Σύλλογον, ζ) Ἑλληνικὴ Ὄδοντολογικὴ Ὀμοσπονδία.

Ἡ ἐκλογὴ γίνεται κατὰ τὴν ἐξῆς διαδικασία :

Ὁ Ὑπουργὸς καλεῖ τοὺς φορεῖς νὰ προτείνουν ἀπὸ ἕναν ὑποψήφιον ἐντὸς 10 ἡμερῶν τὸ ἀργότερον. Με πρόκλησιν τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας γίνεται κοινὴ σύσκεψιν ὅλων ὄσων προτάθηκαν ἐμπρόθεσμον καὶ ἐκλέγεται μετὰξὺ τους με μυστικὴ ψηφοφορία ὁ ἐκπρόσωπος.

ε) Ἐναν ἐκπρόσωπον τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ. πού ἐκλέγεται ἀπὸ Γενικὴ Συνέλευσιν τοῦ ἐνιαίου συνδικαλιστικοῦ τους φορέα με μυστικὴ ψηφοφορία στὴν ὅποιον παίρνουν μέρος τουλάχιστον τὰ 3/5 τοῦ συνόλου τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ.

Εάν δεν υπάρχει ενιαίος συνδικαλιστικός φορέας, ο Υπουργός αναθέτει τη σύγκληση Γ.Σ. στον Πρόεδρο του μαζικότερου σωματίου και, αν δεν υπάρχουν σωματίαι, σε πρόσωπο της εκλογής του.

Σε κάθε περίπτωση που δεν υπάρξουν δυνατότητες πρότασης ή προτεινόμενοι για τις κατηγορίες β, γ, δ και ε μέσα στις προθεσμίες που προβλέπονται από το παρόν άρθρο ή που όριζει ο Υπουργός Υγείας και Πρόνοιας, ο Υπουργός όριζει πρόσωπα δικής του επιλογής ως εκπροσώπους.

στ) Έναν πτυχιούχο Νομικής, έναν πτυχιούχο Οικονομικών Επιστημών Α.Ε.Ι. και τέσσερις (4) πτυχιούχους Φυσικομαθηματικής ή Πολυτεχνικής ή Ιατρικής ή Κτηνιατρικής Σχολής με ειδικές γνώσεις και πείρα στα θέματα που έχουν άμεση σχέση με το αντικείμενο αρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ. που όρίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

2. Πρόεδρος όρίζεται με πράξη του Υπουργικού Συμβουλίου, ύστερα από πρόταση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας πτυχιούχος Ανώτατης Σχολής με ιδιαίτερη επιστημονική και διοικητική ικανότητα και πείρα στο αντικείμενο του Ε.Ο.Φ. Με ίδια πράξη όρίζονται οι Α' και Β' Αντιπρόεδροι μεταξύ των υπόλοιπων μελών του Δ.Σ. καθώς και η απόζημιώση του Προέδρου και των Αντιπροέδρων. Στην τελική σύνθεση του Διοικητικού Συμβουλίου πρέπει όπωςδήποτε να περιλαμβάνεται ένας τουλάχιστο γιατρός, δύο φαρμακοποιοί και ένας χημικός.

3. Το Δ.Σ. συγκλείεται σε σώμα με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας. Η απόζημιώση των υπόλοιπων μελών του Δ.Σ. καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας. Η θητεία του Δ.Σ. είναι τριετής.

Ο Πρόεδρος και οι Αντιπρόεδροι του ΕΟΦ παύονται ή αντικαθίστανται οποτεδήποτε με απόφαση του Υπουργικού Συμβουλίου και τα υπόλοιπα μέλη του Δ.Σ. με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας. Η θητεία των μελών που διορίζονται σε αντικατάσταση άλλων που έπαυσαν για οποιοδήποτε λόγο να είναι μέλη, λήγει στο χρόνο που θα έληγε ή θητεία αυτών που αντικατέστησαν. Μέλη που έληξε ή θητεία τους έξακολουθούν να ασκούν τα καθήκοντά τους μέχρι τη νόμιμη αναπλήρωσή τους.

#### Β'. Λειτουργία:

1. Το Δ.Σ. συγκλείεται από τον Πρόεδρο τουλάχιστο μία φορά το μήνα και βρίσκεται σε άπαρτία έφόσον παρίστανται έξι (6) τουλάχιστο μέλη του. Μεταξύ αυτών απαραίτητα πρέπει να είναι ο Πρόεδρος ή ένας των Αντιπροέδρων.

2. Στις συνεδριάσεις του Δ.Σ. προεδρεύει ο Πρόεδρος. Σε περίπτωση απουσίας του για οποιοδήποτε λόγο τον αναπληρώνει κατά σειρά ο Α' ή Β' Αντιπρόεδρος.

3. Οι αποφάσεις παίρνονται με πλειοψηφία των παρόντων μελών.

Σε περίπτωση ισοψηφίας υπερσχύει ή άποψη με την οποία τάχθητε αυτός που προεδρεύει.

4. Χρέη Γραμματέα του Δ.Σ. εκτελεί υπάλληλος του Ε.Ο.Φ. που όρίζεται μαζί με τον αναπληρωτή του με απόφαση του Προέδρου του Δ.Σ. Η απόζημιώσή του καθορίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8 του Ν. 754/1978.

5. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ., μπορεί το Δ.Σ. να λειτουργεί σε όλομέλεια και σε τρία (3) τμήματα, που προδρύνονται ή ολομέλεια και το πρώτο τμήμα από τον Πρόεδρο και τα υπόλοιπα δύο από τους Α' και Β' αντίστοιχα αντιπροέδρους. Επίσης με την ίδια διαδικασία μπορεί να ανατεθούν κάθε φορά συγκεκριμένα καθήκοντα ή έργα και για καθορισμένο χρονικό διάστημα σε μέλος ή μέλη του Δ.Σ. Με την ίδια απόφαση καθορίζεται και η αρμοδιότητα των τμημάτων του Διοικητικού Συμβουλίου, ο τρόπος λειτουργίας τους και κάθε άλλη λεπτομέρεια. Η απόζημιώση του μέλους ή των μελών αυτών καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας ύστερα από πρό-

ταση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. Κάθε απόφαση τμήματος του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. μπορεί να ανατραπεί με απόφαση της ολομέλειας του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ.

6. Η τακτική εκπλήρωση των καθηκόντων που απορρέουν από τον παρόντα νόμο αποτελεί υπηρεσιακό καθήκον του Προέδρου, των Αντιπροέδρων και των λοιπών μελών του Διοικητικού Συμβουλίου. Σε περίπτωση παράβασής του έχουν όλες τις αστικές και ποινικές κυρώσεις των δημοσίων υπαλλήλων. Αδικοολόγητη αποχή από τα καθήκοντά τους και ιδιαίτερα από τις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου, πέρα από τρείς μήνες, αποτελεί λόγο αντικατάστασής τους.

#### Άρθρο 6.

Αρμοδιότητες Διοικητικού Συμβουλίου — Προέδρου — Αντιπροέδρων.

1. Το Διοικητικό Συμβούλιο αποφασίζει για όλα τα ζητήματα διοίκησης και διαχείρισης του Οργανισμού, έφόσον δεν υπάρχουν στην αρμοδιότητα άλλων οργάνων. Ασκεί όλα τα δικαιώματα, εισηγείται ή επιβάλλει όλες τις κυρώσεις που προβλέπονται από τον παρόντα νόμο. Ειδικότερα:

1. Μελετά, γνωμοδοτεί και εισηγείται τα αναγκαία νομοθετικά μέτρα για τη βελτίωση της οργάνωσης και λειτουργίας του Οργανισμού.

2. Καταρτίζει και υποβάλλει για έγκριση στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται από τον παρόντα νόμο, όλους τους κανονισμούς και ειδικότερα:

α) Κανονισμό για τη λειτουργία του Ε.Ο.Φ., τη σύνθεση και οργάνωση των υπηρεσιών του και την υπηρεσιακή κατάσταση του προσωπικού του.

β) Όλους τους κανονισμούς και οργανισμούς των ιδρυμάτων από τον Ε.Ο.Φ. επιχειρήσεων.

γ) Κανονισμό είσπραξης και διαχείρισης των πόρων καθώς και τοποθέτηση των κεφαλαίων.

δ) Κανονισμό προμήθειας ύλικού και κάθε άλλο κανονισμό που θα κριθεί σκόπιμος.

3. Καταρτίζει τον προϋπολογισμό, ισολογισμό και απολογισμό.

4. Λαμβάνει γνώση των εκθέσεων οικονομικού έλέγχου του Οργανισμού και των επιχειρήσεων που έλέγχονται από αυτόν.

5. Συγκροτεί τακτικές και έκτακτες έπιτροπές από μέλη του ή υπαλλήλους του Οργανισμού ή ειδικά πρόσωπα για προπαρασκευή, εισήγηση, γνωμάτευση ή απόφαση και διαχειριστή ζητημάτων που ανάγονται στην αρμοδιότητά του και καθορίζει τις αρμοδιότητές τους. Η απόζημιώση των μελών των έπιτροπών αυτών καθορίζεται, των μέν δημοσίων υπαλλήλων και υπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8 του Ν. 754/1978, των δέ ιδιωτικών με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας.

6. Ελέγχει τις πράξεις των λοιπών οργάνων του Ε.Ο.Φ.

7. Υποβάλλει στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας μετά το τέλος κάθε χρόνου και μέσα στο πρώτο τρίμηνο του έπόμενου λεπτωμερή έκθεση πεπραγμένων του Διοικητικού Συμβουλίου.

8. Αναθέτει αρμοδιότητές του στον Πρόεδρο, τους Αντιπροέδρους και τα λοιπά μέλη του, καθώς και συγκεκριμένο έργο σε έπιτροπές υπαλλήλων του Οργανισμού ή τρίτα πρόσωπα, καθορίζοντας ταυτόχρονα την έκταση και διάρκειά τους. Η απόζημιώσή τους καθορίζεται με τη διαδικασία της παραγράφου 5 του άρθρου αυτού.

9. Αποφασίζει για την πρόσληψη των ειδικών επιστημόνων του άρθρου 39 αυτού του νόμου.

11. Ο Πρόεδρος ασκεί όλα τα δικαιώματα που προκύπτουν από τον παρόντα νόμο και ειδικότερα:

1. Προεδρεύει τῆς Ὀλομέλειας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Α' τμήματος αὐτοῦ.

2. Εἶναι προϊστάμενος ὄλων τῶν ὑπηρεσιῶν, τίς ὁποῖες ἐποπτεύει καὶ ἐλέγχει. Παίρνει κάθε φορά τὰ κατάλληλα κατὰ τὴν κρίση του μέτρα γιὰ τὴν εὐρυθμότερη καὶ ἀποδοτικότερη λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν λοιπῶν ὀργάνων καὶ ἐπιτροπῶν τοῦ Ὄργανισμοῦ.

3. Ἀποφασίζει τὴν πρόκληση, τὴν προαγωγή, τὴν ἀπόσπαση, τὴν μονιμοποίηση ἢ ἀπόλυση τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐφαρμόζοντας κάθε φορά τὴ νομοθεσία ποὺ ἰσχύει.

4. Ἐκπροσωπεῖ τὸν ὄργανισμό σὲ ὅλες του τίς σχέσεις καὶ συναλλαγές με κάθε τρίτο καὶ σὲ ὅλα τὰ δικαστήρια κάθε βαθμοῦ καὶ δικαιοδοσίας. Στὶς περιπτώσεις ποὺ ἀπαιτεῖται ἀπὸ τὸ νόμο ἢ προσωπικὴ ἐμφάνιση τοῦ Προέδρου σὰν ἐκπρόσωπου τοῦ Ε.Ο.Φ. στὰ Δικαστήρια, αὕτη γίνεται ἀπὸ τὸ νομικὸ σύμβουλο ἢ ἄλλο δικηγόρο με εἰδικὴ ἐξουσιοδότηση. Ὅταν ἐπιβάλλεται στὸν Ε.Ο.Φ. ὄρκος, τότε αὐτὸς δίνεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο ἢ ἄλλο μέλος τοῦ Δ.Σ. ἢ ὑπάλληλο τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὀρίζεται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ., ὑστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Προέδρου.

5. Ἀποφασίζει τὴν ἐγκριση δαπανῶν μέχρι τοῦ ποσοῦ πεντακοσίων χιλιάδων (500.000) δραχμῶν καὶ τὴν κατάρτιση ἢ λύση κάθε σύμβασης, ποὺ καλύπτει αὐτὸ τὸ ποσό.

6. Μελετᾷ κάθε ζήτημα ποὺ ἀναφέρεται στὴ διοίκηση καὶ γενικὰ στὴ λειτουργία τοῦ ὄργανισμοῦ καὶ εἰσηγείται στὸ Δ.Σ. τὰ κατάλληλα μέτρα.

7. Φροντίζει γιὰ ὅλα τὰ θέματα ποὺ ἀφοροῦν τὴν ἐκτέλεση συμβάσεων πραγμειῶν, ἀγορῶν ἢ μισθώσεων καὶ ἰδιαιτέρως γιὰ τὸ ἂν τηρήθηκαν οἱ ὅροι καὶ οἱ προδιαγραφές ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τοὺς κανονισμοὺς.

8. Ὑπογράφει κάθε ἐγγράφο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ κάθε σύμβαση αὐτοῦ πρὸς τρίτους.

9. Σὲ ἐπείγουσες περιπτώσεις παίρνει τὰ ἀπαιτούμενα κατὰ τὴν κρίση του ἔκτακτα διοικητικὰ ἢ συντηρητικὰ μέτρα ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ. γιὰ τὴν προστασία τῆς Δημόσιας Ὑγείας ἀπὸ προϊόντα τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ. τῶν ὁποίων ἢ παραγωγή, εἰσαγωγή, διακίνηση καὶ γενικὰ ἢ κυκλοφορία δὲν ἀνταποκρίνονται στὶς νόμιμες προδιαγραφές. Τὰ μέτρα αὐτὰ ἐπικυρώνονται ἢ τροποποιούνται ἢ αἰρῶνται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. ποὺ συγκαλεῖται τὸ ἀργότερο σὲ 15 μέρες.

10. Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει στὸ Δ.Σ. τὸν προϋπολογισμό, τὸν ἀπολογισμό καὶ τὴν ἐκθεση πεπραγμένων τοῦ Δ.Σ.

11. Εἰσηγείται καὶ προτείνει στὸ Δ.Σ. κάθε ζήτημα τῆς ἀρμοδιότητός του.

12. Με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. μπορεῖ νὰ ἀνακεθελῶν στὸν Πρόεδρο τοῦ Δ.Σ. πρόσθετα καθήκοντα, στὰ πλαίσια τῶν ἀρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ.

### III. Οἱ Ἀντιπρόεδροι:

1. Προεδρεύουν ἀντίστοιχα τῶν τμημάτων Β' καὶ Γ' καὶ ἀναπληρώνουν κατὰ τὴν ἴδια σειρά τὸν Πρόεδρο στὰ καθήκοντά του ὅταν ἀπουσιάζει ἢ κωλύεται.

2. Ἀσκοῦν τίς ἀρμοδιότητες ποὺ τοὺς ἐκχωροῦνται ἢ τοὺς ἀντιτίθενται με ἀπόφαση τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Δ.Σ.

### Ἄρθρο 7.

#### Γενικὸ Συμβούλιο.

1. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖ συμβουλευτικὸ ὄργανο καὶ συγκροτεῖται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀπὸ ἐκπρόσωπους τῶν μαζικότερων καὶ ἀντιπροσωπευτικότερων ἐπιστημονικῶν, ἐπαγγελματικῶν καὶ ἐργασιακῶν φορέων, ποὺ ἀσχολοῦνται με τὰ ἀντικείμενα ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ.

2. Ἡ πλήρης σύνθεσις καὶ λειτουργία του καθορίζεται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὑστερα ἀπὸ εἰσηγήσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ συ-

καλεῖται μιὰ τουλάχιστο φορά τὸ χρόνο ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Ε.Ο.Φ. ὁ ὁποῖος καὶ προεδρεύει στὶς συνεδριάσεις του.

3. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο ἐξετάζει τὴν πορεία καὶ τὸ ἔργο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ προτείνει κάθε μέτρο ποὺ κρίνει σκόπιμο γιὰ τὴν πραγματοποίησιν τοῦ σκοποῦ καὶ τῶν στόχων αὐτοῦ.

### Ἄρθρο 8.

#### Ἐπιτροπές.

1. Στὰ πλαίσια τοῦ Ε.Ο.Φ. λειτουργοῦν οἱ ἐπιτροπές: α) Ἐγκρίσεων, β) Ἐθνικοῦ Συνταγολόγιου, γ) Ἑλληνικῆς Φαρμακοποιίας, δ) Ἀνεπιθύμητων Ἐνεργειῶν, ε) Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο καὶ ὅσες ἄλλες θὰ συγκροτηθοῦν με τὴ διαδικασία τῶν ἐπόμενων παραγράφων.

2. Οἱ ἐπιτροπές αὐτές εἶναι μόνιμες καὶ συγκροτοῦνται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ἀπὸ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ ὑπάλληλους τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἐκπρόσωπους τῶν ἀντιπροσωπευτικότερων κατὰ περίπτωσιν μαζικῶν ὀργανώσεων ποὺ ἀσχολοῦνται με τὰ ἀντικείμενα τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ παρόντος, καθὼς καὶ ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικές γνώσεις καὶ πείρα στὸν ἀντίστοιχο τομέα.

3. Ἡ σύνθεσις τῶν ἐπιτροπῶν, ὁ τρόπος διαρισμοῦ τῶν μελῶν τους, ἢ θητεία τους, οἱ τρόποι λειτουργίας τους καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια καθορίζονται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὑστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἡ ἀποζημίωσις τῶν μελῶν τους ὀρίζεται με τὴ διαδικασία ποὺ προβλέπεται στὴν παράγραφο 1.5 τοῦ ἀρθροῦ 6 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

4. Ὅλα τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν τοῦ Ε.Ο.Φ. κούονται με τὴ διαδικασία τοῦ διορισμοῦ τους.

5. Ἐπιτροπές τοῦ Ε.Ο.Φ. εἶναι:

Α'. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐγκρίσεων:

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη γνωμοδοτεῖ αἰτιολογημένα γιὰ τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ὄλων τῶν ειδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ παρόντος γιὰ τὰ ὅποια ἀπαιτεῖται σύμφωνά με τὸ νόμο ἀδεία κυκλοφορίας ποὺ χορηγεῖται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ μπορεῖ νὰ χωριστεῖ σὲ περισσότερα τμήματα με σύνθεσις ἀνάλογη πρὸς τὸ ἀντίστοιχο ἀντικείμενό της. Κάθε τμήμα ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε (5) μέλη.

Τὸ τμήμα ἐγκρίσεως φαρμακευτικῶν προϊόντων ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικότητες: στὴ Φαρμακολογία, Φαρμακευτικὴ Χημεία ἢ Φαρμακευτικὴ Τεχνολογία ἢ Φαρμακογνωσία, Τοξικολογία, κατὰ περίπτωσιν ἱατρικὴ ἢ ἄλλη εἰδικότητα (παθολόγος, ἰολόγος, ἐνδοκρινολόγος, χημ. τροφίμων ἐιδικός σὲ ραδιοφάρμακα κλπ.).

Τὸ τμήμα ἐγκρίσεως τῶν ὑπόλοιπων ειδῶν ἀρμοδιότητος Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικότητα στὴν τοξικολογία, μικροβιολογία ἢ βιολογία, χημεία ὀργανικῆ ἢ τροφίμων ἢ βιοχημεία καὶ κατὰ περίπτωσιν εἰδικότητα. Σὲ κάθε τμήμα συμμετεχεῖ ὑπάλληλος τοῦ ἀντίστοιχου σχετικοῦ τμήματος τοῦ Ε.Ο.Φ. ποὺ ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, μπορεῖ, ἀνάλογα με τὰ προϊόντα ποὺ ἐντάσσονται σὲ ἔλεγχο, νὰ δημιουργηθοῦν νέα τμήματα. Σὲ ἐγκρίσεις φαρμακευτικῶν ἰδιοσκευασμάτων καὶ σκευασμάτων, ὀρῶν, ἐμβολίων κλπ. προϊόντων γιὰ κτηνιατρικὴ χρῆση καθὼς καὶ προϊόντων τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 2 ἐδάφιο: στὴν ἐπιτροπὴ ἐγκρίσεων συμμετεχεῖ καὶ κτηνίατρος ποὺ ὀρίζει ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. μετὰ τὴ γνωμοδότηση τῆς ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει γιὰ τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἂν συμφωνεῖ, διαφορετικὰ παραπέμπει τὸ θέμα στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. Κατὰ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Προέδρου οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἔχουν δικαίωμα ὑποβολῆς ἐνστάσεων στὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. τὸ ὅποιο ἀποφασίζει μετὰ ἀπὸ γνωμοδότηση τοῦ Ἐπιστημονικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας μπορεῖ ὅποτεδήποτε κατὰ τὴν κρίση του νὰ διατάξει τὴν ἀναστολή ἢ ἀνά-



κλήση άδειας κυκλοφορίας όποιοδήποτε προϊόντος συναρμο-  
σιότητάς του.

#### Β'. Έπιτροπή Έθνικού Συνταγολόγιου:

Η Έπιτροπή αυτή έχει την εθύνη της σύνταξης και της  
συναρμόσεύς ένήμερωσης του Έθνικού Συνταγολόγιου και της  
πρόταξης των αναγκαίων μέτρων για τη σωστή εφαρμογή  
του. Ειδικότερα στα καθήκοντα και στις άρμοδιότητές της  
είναι: να άποφαιίνεται:

1. Για τις άπαραίτητες φαρ/κές ούσιες ή τους συνδυα-  
σμούς ούσιών, που πρέπει να περιληφθούν στο Έθνικό Συντα-  
γολόγιο.

2. Για τις φαρ/κές ούσιες περιορισμένης χρήσης που πι-  
θανό όμως να είναι άποτελεσματικές.

3. Για τις ούσιες που ένδεχόμενα θά ένταχθούν στην κατηγορία 1 αλλά που ακόμα δέν έχουν τύχει εύρείας εφαρμογής.

4. Για τις ούσιες που ή χρησιμοποίησή τους είναι άποδε-  
δειγμένα μη άποτελεσματική ή και επικίνδυνη.

5. Για τη φαρ/κή μορφή κάθε ούσιης ή συνδυασμού ού-  
σιών, την περιεκτικότητα, τη συσκευασία που έξυπηρετεί το  
θεραπευτικό σκοπό, τη δόσολογία, τις ένδείξεις, τις έντεν-  
δείξεις και άνεπιθύμητες ένέργειες, καθώς και την κοινό-  
χρηστη όνομασία με την όποία θά είναι γνωστή ή ούσία ή ο  
συνδυασμός των ούσιών.

Τά άποτελέσματα και οι τελικές εισηγήσεις της Ε.Ε.Σ.,  
μετά από σχετική άπόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρό-  
νοιας, όρίζονται σαν όποχρεωτικά για όλους τους δικαιούχους  
άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων.

Μέχρι τη συγκρότηση της Έπιτροπής Έθνικού Συνταγολό-  
γιου, ή όριζόμενη από την παράγραφο 1 του άρθρου 14 του  
Ν. 1076/1980 και του άρθρου 19 παρ. 1 του Ν. 1193/1981  
προθεσμία παρατείνεται από τη λήξη της και μέχρι να συγ-  
κροτηθεί ή νέα Έπιτροπή.

#### Γ'. Έπιτροπή Έλληνικής Φαρμακοποιίας:

Έχει την εθύνη και την άρμοδιότητα της έκδοσης και  
ένήμερωσης της Έλληνικής Φαρμακοποιίας και των συμπλη-  
ρωμάτων της. Άποτελείται από 9 μέλη που είναι έπιστήμο-  
νες ειδικότητων Φαρμακευτικής Χημείας, Όργανικής Χη-  
μείας ή Βιοχημείας, Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Φαρμα-  
κολογίας, Φαρμακογνωσίας, Φαρμακευτικής Τεχνολογίας,  
Παθολογίας, Τοξικολογίας και τέλος με ειδικότητες έπιστη-  
μόνων που έχουν σχέση με ραδιοφάρμακα ή και με άλλες κατά  
περίπτωση ειδικότητες.

#### Δ'. Έπιτροπή Άνεπιθύμητων Ένεργειών.

Έχει την εθύνη και άρμοδιότητα για τη συλλογή, έπι-  
ξεργασία, αξιολόγηση και καταχώριση όλων των στοιχείων  
και πληροφοριών που άφορούν ένδείξεις, άντενδείξεις, άνε-  
πιθύμητες ένέργειες, προφυλάξεις και άλληλεπιβράσεις φαρ-  
μακευτικών ούσιών ή συνδυασμού αυτών.

Τά στοιχεία αυτά συγκεντρώνει από όποιαδήποτε έγκυρη  
και άρμόδια πηγή, έλληνική ή ξένη και εισηγείται στο Δ.Σ.  
του Ε.Ο.Φ. τά γενικά και ειδικά μέτρα που πρέπει να παίρ-  
νονται κάθε φορά για την προστασία της Δημόσιας Υγείας.

Άποτελείται από 9 μέλη με ειδικότητα στη Φαρμακολο-  
γία, Κλινική Παθολογία, Ένδοκρινολογία, Παιδιατρική,  
Έπιδημιολογία, Τοξικολογία, Ψυχιατρική, Άνατομολογία,  
Άλλεργιολογία ή άλλης κατά περίπτωση ειδικότητας.

#### Ε'. Έπιστημονικό Συμβούλιο.

1. Είναι μόνιμο όργανο του Ε.Ο.Φ. και συγκροτείται με  
άπόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας κατά τις δια-  
τάξεις του νόμου αυτού.

2. Άποτελεί δευτεροβάθμιο γνωμοδοτικό όργανο του Ε.Ο.Φ.  
για κάθε θέμα της άρμοδιότητάς του, καθώς και για κάθε  
ζήτημα που παραπέμπεται σ' αυτό από το Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

3. Γνωμοδοτεί στο Δ. Σ. του Ε.Ο.Φ. για τις ένστάσεις που  
παραπέμπονται σ' αυτό, κατά τη συζήτηση των όποιων οι έν-  
διαφερόμενοι και οι τεχνικοί τους σύμβουλοι έχουν δικαιώμα

να παρίστανται και να άναπτύσσουν προφορικά ή έγγραφα τις  
άπόψεις τους.

Η τελική γνωμοδότηση διαμορφώνεται χωρίς την παρουσία  
του ένδιαφερόμενου.

Άποτελείται από 7 μέλη που είναι έπιστήμονες με ειδικές  
γνώσεις Φαρμακολογίας, Τοξικολογίας, Φαρμακευτικής Τε-  
χνολογίας ή Φαρμακευτικής Χημείας ή Φαρμακογνωσίας,  
Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Όργανικής Χημείας ή Χημείας  
Τροφίμων ή Βιοχημείας, Θεραπευτικής Κλινικής ή άλλης  
κατά περίπτωση ειδικότητας.

#### Άρθρο 9.

##### Κατάργηση ΚΕΕΦ - Μεταφορά θέσεων - Προσωπικό.

1. Το Νομικό Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου με την έπωνυ-  
μία «Κρατικό Έργαστήριο Έλέγχου Φαρμάκων» (ΚΕΕΦ)  
καταργείται 20 μέρες μετά από το διορισμό του πρώτου Δ.Σ.  
του ΕΟΦ.

2. Με την κατάργηση του ΚΕΕΦ:

α) Ο ΕΟΦ ύποκαθίσταται αυτοδίκαια και χωρίς καμιά  
άλλη διατύπωση σε όλα γενικά τά ένομικά και έμπράγματα  
δικαιώματα και ύποχρεώσεις του ΚΕΕΦ σαν καθολικός διά-  
δοχος του. Οι ένκραμείς δίκες του ΚΕΕΦ συνεχίζονται στο  
όνομα του ΕΟΦ που νομιμοποιείται ένεργητικά και παθητικά  
προς αυτό.

β) Όλες οι όργανικές θέσεις του προσωπικού του ΚΕΕΦ  
μόνιμου, δοκιμίου, με άνηρεία ή με σχέση έργατίας ιδιωτικού δι-  
καίου, μεταφέρονται έπίσης αυτοδίκαια και χωρίς καμιά άλλη  
διατύπωση στον ΕΟΦ και άποτελούν όργανικές θέσεις αυτού,  
που έξουλοδοθούν να διεπονται προσωρικά και μέχρι την έκδο-  
ση του Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ από τον αντίστοιχο  
κανονισμό του ΚΕΕΦ (Β.Δ. 652/1972) που διατηρείται σε  
ισχύ σαν προσωρινός όργανισμός προσωπικού του ΕΟΦ και  
στον όποιο προστίθεται άρθρο 33Α ως έξης:

##### «Άρθρο 33Α.

Οι κενές όργανικές θέσεις του Κλάδου ΑΤ μπορούν να κα-  
λυφθούν από Διοικητικούς ή Χημικούς ή Βιοχημικούς ή Φαρ-  
μακοποιούς ή Γιατρούς ή Κτηνίατρούς ή Γεωπόνους ή Φυσι-  
κούς ή Βιολόγους ή Πολιτικούς Μηχανικούς (μέλη του  
ΤΕΕ) ή Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μηχανικούς (μέλη του  
ΤΕΕ) ή Κοστολόγους. Τά τυπικά προσόντα διορισμού  
των ειδικότητων που προβλέπεται από το Β.Δ. 652/1972 πα-  
ραμένουν τά ίδια. Για τους Βιολόγους, Κοστολόγους, Πολι-  
τικούς Μηχανικούς και Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μη-  
χανικούς άπαιτείται πτυχίο άνώτατης σχολής έλληνικού ή  
άναγνωρισμένου ξένου Πανεπιστημίου των αντίστοιχων πανε-  
πιστημιακών κλάδων.

Οι κενές όργανικές θέσεις του Κλάδου ΜΕ μπορούν να κα-  
λυφθούν από: Διοικητικούς ή Μεταφραστές ή Βιβλιοθηκά-  
ριους ή Άρχειοφύλακες ή Πρακτικαστές ή Μικροσκοπιστές  
ή Δειγματοληπτες ή Τηλεφωνητές ή Τεχνικούς ή Δακτυλο-  
γράφους ή Χειριστές Ηλεκτρονικών Υπολογιστών. Τά τυπι-  
κά προσόντα διορισμού και ο εισαγωγικός βαθμός των ειδικο-  
τήτων που προβλέπονται από το Β.Δ. 652/1972 παραμένουν  
τά ίδια. Για τους Δακτυλογράφους ή Χειριστές Η/Υ καθορί-  
ζονται ως τυπικά προσόντα άπολυτήριο παλαιού έξατάξιου  
Γυμνασίου ή Λυκείου και έπιπλέον πτυχίο που να άποδεικνύει  
τη γνώση του άπτικαμένου. Για όλους τους κλάδους και  
ειδικότητες που δέν προβλέπονται στο Β.Δ. 652/1972 είτα-  
γωγικός βαθμός είναι ο βαθμός των αντίστοιχων κλάδων ή  
ειδικότητων που Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας και  
για τους κοστολόγους ο βαθμός της ίδιας ειδικότητας του  
Υπουργείου Έμπορίου».

γ) Όλοι οι τακτικοί ύπάλληλοι του ΚΕΕΦ έντάσσονται  
αυτοδίκαια και χωρίς καμιά άλλη διατύπωση στον ΕΟΦ  
και, μέχρι την έκδοση Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ,  
διατηρούνται στις θέσεις που κατέχουν κατά την ένταξή  
τους. Μετά την έκδοση του Όργανισμού του ΕΟΦ και έφόσον  
οι θέσεις και οι βαθμοί που κατέχουν προβλέπονται άπ' εύ-

τόν, τις καταλαμβάνουν αυτόδικα. Διαφορετικά τοποθετούνται σε θέσεις αντίστοιχες ή παρεμφερείς με τις κατεχόμενες. Όλο το υπόλοιπο προσωπικό είτε είναι έκτακτο είτε συνδέεται με το ΚΕΕΦ με οποιαδήποτε άλλη σχέση εργασίας εντάσσεται αυτόδικα στον ΕΟΦ και εξακολουθεί να παρέχει σ' αυτόν τις ίδιες υπηρεσίες, σύμφωνα με τους όρους των σχετικών συμβάσεων. Σε κάθε περίπτωση ο χρόνος υπηρεσίας στο ΚΕΕΦ λογίζεται χρόνος υπηρεσίας στον ΕΟΦ. Τα μισθοδοτικά, συνταξιοδοτικά, ασφαλιστικά και κάθε άλλης φύσης εργασιακά δικαιώματα του προσωπικού του ΚΕΕΦ που ισχύουν κατά την ψήφιση του νόμου αυτού δεν θίγονται. Όλες οι αποφάσεις του ΚΕΕΦ που δημιουργήσαν δικαιώματα στο προσωπικό, καθώς και οι όροι όλων των υφιστάμενων εργασιακών συμβάσεων δεσμεύουν τον ΕΟΦ. Οι βιολόγοι και φυσικοί που εργάζονται στα εργαστήρια του Ε.Ο.Φ. παίρνουν το ανθυγιεινό επίδομα που παίρνουν οι χημικοί.

3. Ο Όργανισμός Προσωπικού του ΕΟΦ καταρτίζεται από το Δ.Σ. αυτού και εγγράφεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης, Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας, που δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως. Ο Όργανισμός Προσωπικού προβλέπει τους κανόνες που ρυθμίζουν την υπηρεσιακή κατάσταση του προσωπικού και ιδιαίτερα: Καθαρίζει τις διακρίσεις του προσωπικού, τους όρους με τους οποίους προσλαμβάνεται, εντάσσεται, εκπαιδεύεται, μονιμοποιείται, προάγεται, μετατάσσεται, μετατίθεται, παίρνει άδειες απουσίας και άδελφειας, τον τρόπο άσκησης των πειθαρχικών διώξεων και της επιβολής ποινών, τον τρόπο αποχώρησης και απόλυσης του προσωπικού και τέλος καθορίζει τα γενικότερα καθήκοντα και τις υποχρεώσεις αυτού. Ο Όργανισμός Προσωπικού του ΕΟΦ θά καταρτισθεί μέχρι 31.12.1983. Με τον Όργανισμό Προσωπικού του ΕΟΦ μπορούν να δημιουργηθούν νέες θέσεις και νέες ειδικότητες ή υπηρεσίες και να αναδιάρθρωθούν οι υπάρχουσες. Με τη δημοσίευση του Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ καταργούνται οι διατάξεις του Β.Δ. 652/1972 και κάθε άλλη διάταξη που ρυθμίζει θέματα προσωπικού του ΕΟΦ και αντίκειται σ' αυτόν.

4. Πλήρωση όλων των κενών οργανικών θέσεων του Ε.Ο.Φ. και μέχρι του ποσοστού 10% για κάθε κατηγορία, κλάδο ή βαθμό, μπορεί να γίνεται και με μετάταξη. Η μετάταξη γίνεται με κοινή απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και του αντίστοιχου συναρμόδιου Υπουργού, ύστερα από εισήγηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και αίτηση των ενδιαφερομένων, οι οποίοι πρέπει να έχουν τα προβλεπόμενα από τον Όργανισμό του Ε.Ο.Φ. τυπικά και ουσιαστικά προσόντα. Κενές οργανικές θέσεις του Ε.Ο.Φ. καλύπτονται προσωρινά με απόσπαση από άλλες Δημόσιες Υπηρεσίες ή Ν.Π. Δ.Δ. Οι απόσπασεις γίνονται με κοινή απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και του αντίστοιχου αρμόδιου Υπουργού, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

5. Όλα τα μέλη των οργάνων, επιτροπών και υπηρεσιών του Ε.Ο.Φ., ανεξάρτητα από το βαθμό τους και την εργασιακή τους σχέση με αυτόν, είναι υποχρεωμένα να τηρούν απόλυτη εχεμύθεια για οτιδήποτε έχει σχέση με την υπηρεσία τους. Η παράβαση αυτού του καθήκοντος είναι σοβαρό πειθαρχικό παράπτωμα που μπορεί να επιφέρει ποινή κόπια και οριστικής παύσης.

#### Άρθρο 10.

##### Νομική Υπηρεσία.

Τη Νομική Υπηρεσία του Ε.Ο.Φ. αποτελούν τρεις (3) δικηγόροι με έμμισθη εντολή. Από αυτούς ο ένας είναι διορισμένος υποχρεωτικά στον Άρειο Πάγο. Ο διορισμός τους στον ΕΟΦ γίνεται με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. που ζητείται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως. Η πάγια αντιμισθία τους καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας.

Για τα υπόλοιπα ισχύουν και γι' αυτούς οι διατάξεις του Κώδικα για τους δικηγόρους.

#### Άρθρο 11.

##### Πόροι.

1. Πόροι του Ε.Ο.Φ. είναι:

α) Η πάγια επιχορήγηση από τον τακτικό Κρατικό Προϋπολογισμό μετά από τον ειδικό Προϋπολογισμό του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας, από τον Προϋπολογισμό Δημοσίων Επενδύσεων και από κάθε έκτακτη επιχορήγηση.

β) Τέλος από δραχμ. εξήντα χιλιάδες (60.000) το οποίο υποχρεώνεται να προκαταβάλουν εκείνοι που ζητούν τη χορήγηση, τροποποίηση δραστηκών συστατικών και ανανέωση των αδειών κυκλοφορίας των φαρμακευτικών ή διατητητικών σκευασμάτων ή ιδιοσκευασμάτων, δρογών και εκείνων που εξομοιώνονται προς τα είδη αυτά με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και με σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., των όρων, εμβολίων, χειρουργικών ραμμάτων, επιδεσμικού υλικού, τεχνητών ιαματικών νεφρών, κτηνιατρικών γενικά φαρμάκων, για κάθε μαρφή. Το ίδιο τέλος 60.000 δραχμ. γίνεται 5.000 δραχμ. για τα προϊόντα που παρασκευάζονται στην Ελλάδα και οι πωλήσεις τους στο εξωτερικό υπερβαίνουν τις πωλήσεις στην εγχώρια αγορά ή προσρίζονται κύρια για εξαγωγές.

Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., μπορούν να απαλλάσσονται από το τέλος αυτό τροποποιήσεις αδειών κυκλοφορίας που επιβάλλονται για την προσαρμογή των δικαιούχων στις οδηγίες εφαρμογής του Εθνικού Συνταγολόγιου.

γ) Τέλος από δραχ. 30.000, στην προκαταβολή του οποίου υποχρεώνεται κάθε ένας που θέτει σε κυκλοφορία καλλυντικά προϊόντα για κάθε μαρφή και συσκευασία τους, καθώς και άλλα είδη άμμοδότητας Ε.Ο.Φ. που, σύμφωνα με τις διατάξεις που ισχύουν κάθε φορά, εξομοιώνονται προς αυτά.

δ) Πάγιο τέλος που καταβάλλεται κάθε χρόνο από τα φαρμακευτικά εργοστάσια και εργαστήρια παρασκευής ή αντιπροσώπους οίκων εξωτερικού για τα είδη της παραγράφου 2 του άρθρου 2 του νόμου αυτού για τα οποία πήραν άδεια κυκλοφορίας ή κυκλοφορούν στην Ελλάδα. Το τέλος αυτό προσρίζεται για κάλυψη δαπανών δειγματοληψιών και αναλύσεων και ορίζεται με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. ίσο με το κοστολόγιο δύο αναλύσεων το χρόνο για κάθε φαρμακοτεχνική μαρφή και εισπράττεται κατά τη διαδικασία του άρθρου αυτού, στην αρχή κάθε οικονομικού έτους. Το τέλος αυτό ορίζεται σε 4.000 δραχμ. για το 1982 και εξακολουθεί να ισχύει στο ίδιο ύψος, μέχρι νεότερου καθορισμού του από το Διοικητικό Συμβούλιο του Ε.Ο.Φ.

ε) Τέλος από δραχμ. 500 για κάθε θεώρηση τιμολόγιου πρώτων υλών και δραχμ. 1.000 για κάθε θεώρηση τιμολόγιου ιδιοσκευασμάτων, το οποίο προκαταβάλλεται.

στ) Από 1.1.83 και μετά τη διαδικασία κοστολόγησης και ανακοστολόγησης, όπως προβλέπεται από το άρθρο 32 του νόμου αυτού, επιβάλλεται εισφορά 15% επί της χονδρικής τιμής πώλησης χωρίς τις νομοθετημένες επιδοτήσεις των διατιμημένων φαρμακευτικών σκευασμάτων και ιδιοσκευασμάτων ανθρώπινης χρήσης, όπως αυτή διαμορφώνεται από την κοστολόγηση ή ανακοστολόγηση των ειδών αυτών σύμφωνα με τις διατάξεις του νόμου αυτού και άφορα αυτά που κυκλοφορούν και διατίθενται στην Ελλάδα καθώς και στα είδη θά διατιμηθούν και θά εξομοιωθούν με αυτά ύστερα από γνωμοδότηση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. και απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας. Για όρους, εμβόλια ή άλλα προϊόντα αποκλειστικά για νοσοκομειακή χρήση ή για κάλυψη αναγκών νοσηλείας των Ενόπλων Δυνάμεων, μετά σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., ο Υπουργός Υγείας και Πρόνοιας μπορεί να μειώσει ή να απαλείψει το πιο πάνω ποσοστό.

Τα ίδια είδη, σε έντελως εξαιρετικές περιπτώσεις, μπορεί με την ίδια απόφαση να απαλλάσσονται και άλλων υπέρ τρι-

των κρατήσεων. Στην περίπτωση αυτή, με εξαίρεση τα προϊόντα που προορίζονται για τις Ένοπλες Δυνάμεις, για την απαλλαγή απαιτείται κοινή απόφαση των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων που εκδίδεται μετά από γνώμη των Διοικητικών Συμβουλίων των Ταμείων που αφορά ή απαλλαγή.

ζ) Από 1.1.83 για τα καλλυντικά και τα είδη που εξομοιώνονται με αυτά ως προς τους πόρους του Ε.Ο.Φ. σύμφωνα με τη διαδικασία του άρθρου 14 παρ. 4 καταργούνται τα τέλη των εδαφίων γ και δ της παραγράφου αυτής και αντικαθίστανται με εισφορά 1% επί της καθαρής χονδρικής τιμής πώλησης των παραπάνω ειδών και μόνο για όσα κυκλοφορούν και διατίθενται στην Ελλάδα.

η) Δωρεές, Κληροδοσίες και Έπιχαρηγήσεις από τρίτους.

θ) Έσοδα από τις επιχειρήσεις που ιδρύονται με το νόμο αυτόν ή από τον Ε.Ο.Φ.

ι) Κάθε ποσό για κλινικές ή άλλες έρευνες, όπως θα καθορίζεται με ειδικές συμβάσεις.

κ) Κάθε είδους πρόστιμα που επιβάλλονται για παραβάσεις του νόμου αυτού και της λοιπής φαρμακευτικής νομοθεσίας.

## 2. Διαδικασία εισπραχής πόρων.

α) Οι πόροι που καθορίζονται από τα εδάφια β, γ, δ, ε, η, θ, ι και κ, της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού κατατίθενται σε ειδικό λογαριασμό στην Τράπεζα της Ελλάδας με τον τίτλο «Λογαριασμός Έθνικού Οργανισμού Φαρμάκων», ο οποίος τελεί κάτω από τη διοίκηση και διαχείριση του Ε.Ο.Φ.

β 1) Οι πόροι που καθορίζονται από τα εδάφια στ και ζ της παρ. 1 του άρθρου αυτού καταβάλλονται από τους υπόχρεους παραγωγούς, αντιπροσώπους ή εισαγωγείς των αντίστοιχων ειδών με βάση καταστάσεις που έχουν την έννοια υπεύθυνων δηλώσεων.

Οι καταστάσεις είναι μηνιαίες για τα είδη του εδαφίου στ' και ετήσιες για τα είδη του εδαφίου ζ', καταχωρούνται δε σ' αυτές αριθμητικά τα τιμολόγια που έχουν εκδοθεί και ή συνολική αξία των προϊόντων που περιλαμβάνονται σ' αυτά και που υπόκεινται στις παραπάνω εισφορές. Στην περίπτωση υπόχρεων που δεν τηρούν λογιστικά βιβλία, στις καταστάσεις καταχωρούνται οι αριθμοί παραστατικών καθώς και ή συνολική αξία των προϊόντων που περιλαμβάνονται σ' αυτά και που υπόκεινται στις παραπάνω εισφορές.

2) Η εισφορά του εδαφίου στ' της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού υπολογίζεται για κάθε μήνα με βάση τις προηγούμενες (μηνιαίες) καταστάσεις και κατατίθεται, μέχρι το τέλος του μελεπόμενου μήνα στον ειδικό λογαριασμό του Ε.Ο.Φ. που τηρείται στην Τράπεζα της Ελλάδας και παράλληλα οι ειδικές καταστάσεις μαζί με την απόδειξη κατάθεσης υποβάλλονται στον Ε.Ο.Φ. Τυχόν διαφορές που προκύπτουν από τον έλεγχο των καταστάσεων αυτών από τα αρμόδια όργανα του Ε.Ο.Φ. βεβαιώνονται και εισπράττονται κατά τη διαδικασία της παραγρ. 5 του άρθρου αυτού. Με αιτιολογημένη απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., μετά από αίτηση των ενδιαφερομένων, μπορεί κατά περίπτωση να δοθεί αναβολή καταβολής μηνιαίας δόσης μέχρι τέσσερις μήνες αν συντρέχει ειδικός λόγος υπαιτιότητας δημοσίου που καθιστά αντικειμενικά δύσκολη την έγκαιρη καταβολή της.

3) Η εισφορά του εδαφίου ζ' της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού που προκύπτει από τις παραπάνω (ετήσιες) καταστάσεις, κατατίθεται στον ειδικό λογαριασμό του Ε.Ο.Φ. σε 6 διμηνιαίες ισόποσες δόσεις με πρώτη δόση τον Φεβρουάριο του 1983, ίσες με το 1/6 του συνόλου των αναθεωρημένων εσόδων χονδρικής πώλησης των προϊόντων αυτών του προηγούμενου διαχειριστικού χρόνου. Οι δόσεις καταβάλλονται μέσα στο πρώτο δεκαήμερο, του επόμενου, μετά τη λήξη του διμήνου, μήνα. Η εκκαθάριση γίνεται κατά τη λήξη της διαχειριστικής χρήσεως του υπόχρεου και ή τυχόν διαφορά που προκύπτει εξοφλείται μαζί με την πρώτη δόση της επόμενης

διαχειριστικής περιόδου ή σε περισσότερες δόσεις, μετά από απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ.

3α) Η καθυστέρηση καταβολής σύμφωνα με τις οριζόμενες προθεσμίες των εδαφίων στ και ζ συνεπάγεται την επιβολή προστίμου ανάλογου με το πρόστιμο του τιμολογικού χαρτοσήμου. Η εισπράξη της οφειλής γίνεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Κ.Ε.Δ.Ε.

β) Η κατ' εξακολούθηση καθυστέρηση και μέχρι 3 δόσεις ή άρνηση καταβολής των οφειλόμενων, μπορεί να επιφέρει την ανάκληση των άδειών κυκλοφορίας των ειδών που αφορά ή καθυστέρηση με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ.

4) Κάθε έλεγχος βιβλίων, τιμολογίων και λοιπών στοιχείων των υπόχρεων σχετικά με τη διασφάλιση της απόδοσης των πόρων του Ε.Ο.Φ., διενεργείται από υπαλλήλους του ή εντεταλμένα όργανά του με κάθε μορφή συνδρομής από τις κατά τόπους αρμόδιες οικονομικές εφορίες ή με όρκωτους λογιστές.

5) Όλες οι καθυστερούμενες οφειλές προς τον Ε.Ο.Φ. είναι έντοκες, με το νόμιμο κάθε φορά τόκο υπερημερίας, βεβαιώνονται δε και εισπράττονται με τη διαδικασία εισπραχής Δημοσίων Έσόδων (Κ.Ε.Δ.Ε.).

## Άρθρο 12.

### Οικονομικά.

1. Προϋπολογισμός: Τα έσοδα και τα έξοδα του Ε.Ο.Φ. προσδιορίζονται κατά οικονομικό έτος με τον αντίστοιχο προϋπολογισμό. Ο προϋπολογισμός καταρτίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο μετά εισήγηση του Προέδρου και υποβάλλεται στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας δύο (2) τουλάχιστο μήνες πριν από την έναρξη του νέου οικονομικού έτους και στη συνέχεια στο Υπουργείο Οικονομικών προς έγκριση. Η διάρκεια κάθε οικονομικού έτους συμπίπτει με το ήμερολογιακό (1/1—31/12). Για κάθε πίστωση που δεν προβλέπεται στον αρχικό προϋπολογισμό, καθώς και για κάθε τροποποίηση του αρχικού προϋπολογισμού, απαιτείται απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. και έγκριση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας.

2. Δαπάνες: Οι δαπάνες του Ε.Ο.Φ., αν δεν ορίζεται διαφορετικά στο νόμο αυτόν, ενεργούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του Ν.Δ. 496/74 «Περί Λογιστικών των Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», όπως τούτο τροποποιήθηκε και συμπληρώθηκε μεταγενέστερα και της Νομοθεσίας Εκτέλεσης Δημοσίων Έργων. Οδοιπορικά και δαπάνες κίνησης των Οργάνων και υπαλλήλων του για υπηρεσιακές ανάγκες πραγματοποιούνται από τους πόρους του Ε.Ο.Φ. με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου αυτού σύμφωνα με τις διατάξεις του Ν.Δ. 65/73 «Περί δαπανών κινήσεως των τακτικών δημοσίων υπαλλήλων» και των σχετικών Υπουργικών αποφάσεων. Το άρθρο 5 του Ν.Δ. 65/73 εφαρμόζεται τόσο για τις εκτός, όσο και τις εντός έδρας μετακινήσεις, με κάθε μεταφορικό μέσο. Οι δαπάνες του Ε.Ο.Φ. υπόκεινται σε προληπτικό έλεγχο του Έλεγκτικού Συνεδρίου. Επίσης το ίδιο Συμβούλιο μπορεί να ασκήσει τακτικό και έκτακτο έλεγχο των δαπανών.

3. Ίσολογισμός—Απολογισμός: Στο τέλος κάθε οικονομικού έτους καταρτίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο μετά από εισήγηση του Προέδρου ο απολογισμός και ίσολογισμός του παραπέρα χρόνου και υποβάλλεται μαζί με τις σχετικές αναλυτικές εκθέσεις μέχρι τέλους Ιουνίου του επόμενου έτους στα αρμόδια για την τελική έγκριση του προϋπολογισμού όργανα.

4. Κανονισμοί: Οι λεπτομέρειες διενέργειας των δαπανών, της σύνταξης του ίσολογισμού, απολογισμού και προϋπολογισμού, της οργάνωσης και λειτουργίας των οικονομικών υπηρεσιών καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια που έχει σχέση με τις εισπράξεις, πληρωμές και γενικά τη διαχείριση των οικονομικών του Οργανισμού, ρυθμίζονται με κανονισμούς,

πὸ καταρτίζονται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. σύμφωνα με τὶς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 496/1974 «Περὶ Λογιστικῶν τῶν Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», ὅπως τοῦτο τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενέστερα καὶ ἐγκρίνονται με κοινή ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

5. Μέχρι τὴν κατάρτιση καὶ ἐγκριση τοῦ πρώτου προϋπολογισμοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., θὰ ἐξακολουθήσει νὰ ἰσχύει ὁ ἐγκυρῆς προϋπολογισμὸς τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ.

#### Ἄρθρο 13.

##### Θέσιση Κανονισμῶν.

Ὅλοι οἱ κανονισμοὶ ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ νόμο αὐτόν, καταρτίζονται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐγκρίνονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ἐκτὸς ἂν ἀπὸ ἄλλη διάταξη ὀρίζεται διαφορετικὰ.

#### Ἄρθρο 14.

##### Τελικὲς διατάξεις — Ἐξουσιοδοτήσεις.

1. Με τὴν κατάρτιση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ. (ἄρθρο 9) ὅλες οἱ ἀρμοδιότητες αὐτοῦ, ἔστω καὶ ἂν δὲν κατονομάζονται ρητὰ, περιέρχονται στὸν Ε.Ο.Φ.

2. Ἐπίσης μεταβιβάζονται σ' αὐτόν καὶ οἱ ἐξῆς ἐπὶ πλεόν ἀρμοδιότητες:

α) Οἱ σύμφωνες με τὶς κείμενες διατάξεις ἀρμοδιότητες τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας, γιὰ ἐγκριση, ἀνανέωση, τροποποίηση, ἀναστολή καὶ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἢ δηλώσεων τῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ καθὼς καὶ οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας γιὰ διενέργεια δειγματοληψιῶν, ἐπιθεωρήσεων καὶ κάθε ἑλεγχῶ ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο.

β) Οἱ γνωμοδοτικὲς ἀρμοδιότητες τοῦ Α.Υ.Σ. οἱ σχετικὲς με τὰ ἀντικείμενα τοῦ Ε.Ο.Φ. Οἱ ὑποθέσεις ποὺ ἐκκρεμοῦν σ' αὐτὸ κατὰ τὴν παραπάνω ἡμερομηνία, διαβιβάζονται ἀπὸ τὴ γραμματεία του στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ.

γ) Οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ἐργασίας ποὺ ἀφοροῦν τὴ δημιουργία συνεταιρισμῶν φαρμακοποιῶν, ἢ ἐπιπέτεια καὶ ὁ ἐλεγχος τῶν συνεταιρισμῶν καθὼς καὶ ἡ προώθηση τοῦ συνεταιριστικοῦ κινήματος τῶν φαρμακοποιῶν ἐπὶ ἐδαφολογικῆς βάσεως.

3. Ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δὲν ὀρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτόν, ἀντικαθίσταται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. με ἐξαιρέση: α) Τὴν ἐπιβολὴ τῶν κυρώσεων ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 β) Τὴν χορήγηση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν τῆς παραγρ. 2α τοῦ ἀρθροῦ 3 αὐτοῦ τοῦ νόμου. Ἐπίσης, ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται γνωμάτευση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ. καὶ δὲν ὀρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτόν, ἀντικαθίσταται με γνωμάτευση τοῦ Ε.Ο.Φ. Τὰ ὄργανα καὶ οἱ ἐπιτροπὲς τοῦ Ε.Ο.Φ., ποὺ εἶναι κατὰ περίπτωσιν ἀρμόδια νὰ γνωματεύουν, ὀρίζονται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

4. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζεται ἡ διαδικασία καὶ οἱ προϋποθέσεις εἰσαγωγῆς, παραγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ γενικὰ κυκλοφορίας, οἱ προδιαγραφὲς ἐλθῆς τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας καὶ γενικὰ κυκλοφορίας φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ, ἢ διαδικασία διενέργειας ἐπιθεωρήσεων, δειγματοληψιῶν, ἐλέγχων, τήρησης ἀρχειῶν καὶ μητρώου καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Μέχρι τότε ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύουν οἱ κείμενες διατάξεις. Με τὴν ἴδια διαδικασία ὀρίζονται τὰ προϊόντα τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ γιὰ τὰ ὁποῖα στὸ ἐξῆς θὰ ἀπαιτοῦνται ἀδειες κυκλοφορίας τους, ἢ δηλώσεις ποὺ ὑπέχουν θέση ἀδειας κυκλοφο-

ρίας, πέραν αὐτῶν γιὰ τὰ ὁποῖα ἀπαιτοῦνται ἤδη καὶ ἡ ἐξομολόγησή τους, ὡς πρὸς τοὺς πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ. με τὰ φάρμακα ἢ τὰ καλλυντικὰ ἢ ἡ ἀπαλλαγὴ τους ἀπὸ κάθε φόρο.

Γιὰ τὸν καθορισμὸ τῶν παραπάνω γιὰ τὰ φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα καὶ σκευάσματα, ὀρούς, ἐμβόλια κλπ. γιὰ κτηνιατρικὴ χρῆση, καθὼς καὶ γιὰ τὰ προϊόντα τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 2 ἐδάφιο 1, ἀπαιτεῖται κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας.

5. Οἱ ἐπιθεωρητὲς τοῦ Ε.Ο.Φ. κατὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους μποροῦν νὰ μπαίνουν σὲ ὅποιοδήποτε κατάστημα ἢ χῶρο ποὺ παράγονται, διακινούνται, ἀποθηκεύονται ἢ διατίθενται προϊόντα ἀρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. ὅποιαδήποτε ὥρα τῆς μέρας ἢ νύχτας, τηρουμένων τῶν νόμιμων διατυπώσεων. Οἱ διοικητικὲς καὶ ἀστυνομικὲς ἀρχὲς ὀφείλουν νὰ παρέχουν στοὺς ἐπιθεωρητὲς κάθε ἀναγκαία συνδρομὴ γιὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ Β'.

### Ἰδρυση καὶ Ὁργάνωση Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

#### Ἄρθρο 15.

##### Σύσταση.

1. Ἰδρύεται με τὸ νόμο αὐτόν με κεφάλαια καὶ κάτω ἀπὸ τὴν εὐθύνη τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἀνώνυμη Ἐταιρεία με τὴν ἐπωνυμία «ἘΘΝΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΟΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑ Α.Ε.» με ἔδρα τὴν Ἀθήνα.

2. Ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία, ποὺ στὴ συνέχεια θὰ ἀποκαλεῖται Ε.Φ., θὰ λειτουργεῖ γιὰ τὴν ἐξυπηρέτηση τῶν εὐρύτερων κοινωνικῶν συμφερόντων, σύμφωνα με τὶς διατάξεις τοῦ κωδικοποιημένου νόμου 2190/1920 γιὰ τὶς ἀνώνυμες ἐταιρεῖες, ποὺ ἔχουν ἐφαρμογὴ καὶ στὴν Ε.Φ., ἐκτὸς ἂν ὑπάρχει διαφορετικὴ ρύθμιση στὸ νόμο αὐτόν. Ὁ χρόνος διάρκειας εἶναι ἀόριστος.

3. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ἐμφράζεται με μὴ μετοχὴ ἢ ὅποια ἀνήκει ἐξ ὁλοκλήρου στὸν Ε.Ο.Φ.

4. Ἡ ἐπιπέτεια καὶ ὁ ἐλεγχος τῆς Ε.Φ. ἀνήκουν στὸ Κράτος καὶ ἀσκῶνται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μέσω τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

#### Ἄρθρο 16.

##### Σκοπός.

Σκοπὸς τῆς Ε.Φ. εἶναι:

Ἡ παραγωγή, εἰσαγωγή καὶ διάθεση φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν ἀρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ., γιὰ τὸν ἐφοδιασμὸ τῆς ἐσωτερικῆς ἀγορᾶς καὶ ἡ ἐξαγωγή αὐτῶν, καθὼς καὶ ἡ ἐξασφάλιση κάθε ἄλλου ὕλικου ποὺ κρίνεται ἀναγκαῖο γιὰ ὑποβοήθηση τῶν σκοπῶν τῆς καὶ κάλυψη τῶν ἀναγκῶν. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ε.Ο.Φ., μποροῦν νὰ ἀνατεθοῦν στὴν Ε.Φ. καὶ ἄλλα συναρτῆ ἔργα.

#### Ἄρθρο 17.

##### Πόροι καὶ Κεφάλαια.

1. Πόροι τῆς Φαρμακοβιομηχανίας εἶναι:

α. Τὸ ποσὸ ποὺ χορηγεῖται κάθε φορὰ ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ., με ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἐπιχορήγηση αὐτὴ δὲν ὑπόκειται σὲ κανένα φόρο ἢ τέλος.

β. Τὰ ἔσοδα ἀπὸ τὴν οἰκονομικὴ τῆς δραστηριότητα.

γ. Τὰ ποσὰ τῶν δανείων σύμφωνα με τὸ ἄρθρο 20, παρ. 4 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ὀρίζεται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ποσὸ ποὺ εἰ-

τίθεται από πόρους του Ε.Ο.Φ. Το ποσό του Κεφαλαίου κατατίθεται σε έλεγγόμενες από το Κράτος Τράπεζες και σε ειδικό λογαριασμό «Εθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε.».

### Άρθρο 18.

#### Διοίκηση.

1. Η Εθνική Φαρμακοβιομηχανία διοικείται από έννεα-μελές Διοικητικό Συμβούλιο, που αποτελείται από:

- α. Τὸν Πρόεδρο.
- β. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων, τὸν ὁποῖο ὀρίζει ἡ ΓΣΕΕ ἀπὸ τοὺς ἐργαζόμενους σὲ ἐπιχειρήσεις πού συνεργάζονται μὲ τὴν Ε.Φ.
- γ. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων στὴν Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία.
- δ. Έναν εκπρόσωπο τῆς Τοπικῆς Αὐτοδιοίκησης πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.
- ε. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐπιστημονικῶν ὀργανώσεων:

1) Πανελληνίους Ἐνώσης Φαρμακοποιῶν. 2) Πανελληνίου Συλλόγου Χημικῶν Βιομηχανίας. 3) Πανελληνίας Ἐνώσης Βιολόγων, 4) Τεχνικοῦ Ἐπιμελητηρίου Ἑλλάδας, 5) Πανελληνίου Ἱατρικοῦ Συλλόγου, 6) Πανελληνίου Κτηνιατρικοῦ Συλλόγου.

στ. Έναν εκπρόσωπο τῶν συνεργαζόμενων ἐργοδοτῶν πού ἐρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ ἀντιπροσωπευτικοῦ τοῦς σωματείου, ἐφόσον ὑπάρχει. Διαφορετικὰ ὀρίζεται ἀπευθείας ἀπὸ τὸν Ὑπουργό.

ζ. Τρεῖς ἐπιστήμονες μὲ εἰδικὲς γνώσεις καὶ πείρα στὰ θέματα πού ἔχουν σχέση μὲ τὰ ἀντικείμενα τῆς Ε.Φ., μὲ πτυχίο Φυσικομαθηματικῆς ἢ Πολυτεχνικῆς ἢ Νομικῆς ἢ Οἰκονομικῆς Ἀνάπτυξης Σχολῆς, πού ὀρίζονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Γιὰ τὸν ὀρισμὸ τῶν ἐκπροσώπων πού περιλαμβάνονται στὰ στοιχεῖα β, γ, δ, ε καὶ στ, ἀκολουθοῦνται διαδικασίες ἀνάλογες μὲ ἐκείνες τοῦ ἄρθρου 5, παρ. Α1 τοῦ νόμου αὐτοῦ. Ὡς Πρόεδρος ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας πρῶτο πρὸς μὲ εἰδικὴ ἐπιστημονικὴ καὶ διοικητικὴ πείρα καὶ γνώσεις. Κατὰ τὴν πρώτη ἐφαρμογὴ τοῦ νόμου αὐτοῦ ἐπιλέγεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὁ ἐκπρόσωπος τῶν ἐργαζομένων στὴν Ε.Φ. μεταξὺ τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ. Στὴν τελικὴ σύνθεσι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ε.Φ. πρέπει ὁποῦδήποτε νὰ περιλαμβάνεται ἕνας φαρμακοποιὸς καὶ ἕνας χημικός. Ὁ ὀρισμὸς τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γίνεται μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Στὴν ἴδι ἀπόφασι ὀρίζεται ὁ Ἀντιπρόεδρος καὶ ὁ Διευθύνων Σύμβουλος πού ἐπιλέγονται μεταξὺ τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἀποζημίωσή τοῦς ὀρίζεται μὲ τὴ διαδικασία πού προβλέπεται στὴν παρ. 5 τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ νόμου αὐτοῦ. Χρέη γραμματέα τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τῆς Ε.Φ. πού ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου εἶναι τριετής. Ὅλα τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου παύονται ἢ ἀντικαθίστανται ὁποῦδήποτε μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ γνωμοδότησι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Σὲ περίπτωση πού κάποια θέσι ἀπὸ τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κενωθεῖ πρὶν ἀπὸ τὴ λήξι τῆς θητείας τοῦς, ἡ θέσι συμπληρώνεται γιὰ τὸν πόλοπο χρόνον μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

2. Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλι τῆς Ε.Φ. ἔχει τὶς παρακάτω ἀρμοδιότητες:

α. Διοικεῖ τὴν Ε.Φ. καὶ διαχειρίζεται τοὺς πόρους καὶ τὴν περιουσία τῆς. Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει γιὰ ἐγκρισὴ στὴ Γενικὴ Συνέλευσι τὸν ἐτήσιο ἰσολογισμό καὶ τὴν ἐκθεσι τῶν πεπραγμένων τῆς διαχείρισης. Ἐπιμελεῖται τὴν εἰσπράξι τῶν ἐσόδων καὶ συνάπτει τὶς συμβάσεις πού εἶναι ἀναγκαῖες γιὰ τὴν ὑλοποίηση τῶν σκοπῶν αὐτοῦ τοῦ νόμου. Διπλέτει τὰ χρηματικὰ ποσὰ πού εἶναι ἀναγκαῖα γιὰ τὴν

πραγματοποίηση τῶν σκοπῶν τῆς Ε.Φ. καὶ γενικὰ κάνει ὅλες τὶς ἀπαραίτητες ἐνέργειες γιὰ τὴν ἐκπλήρωσι τῶν σκοπῶν τῆς.

β. Ἐγκρίνει τὰ προγράμματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ε.Φ., παρακολουθεῖ τὴν πορεία τοῦ ἔργου τῆς, εἰσηγείται στοὺς ἀρμοδίους φορεῖς τὶς ἀπαραίτητες τροποποιήσεις καὶ ὑποβάλλει σχετικὰς προτάσεις.

γ. Καταρτίζει καὶ εἰσηγείται στὸ Διοικητικὸ Συμβούλι τοῦ Ε.Ο.Φ. τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὸν ὀργανισμό πού προβλέπει ὁ νόμος αὐτός γιὰ τὴν Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία.

δ. Ἀποφασίζει γιὰ τὴν πρόκλησι τοῦ ἀναγκαίου προσωπικοῦ καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῶν μισθῶν καὶ τῶν κάθε εἴδους ἀποδοχῶν τῶν σύμφωνα μὲ τὶς ἰσχύουσες κάθε φορὰ διατάξεις τῆς ἐργατικῆς νομοθεσίας καὶ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 1256/1982 «γιὰ τὴν πολυθεσία κλπ.».

ε. Μπορεῖ μὲ ἀπόφασή του νὰ ἀναθέτει μερικὰ ἀπὸ τὶς ἀρμοδιότητες τοῦ στὸν Πρόεδρο, στὸ Διευθύνοντα Σύμβουλο ἢ σὲ ἄλλο μέλος τοῦ Δ.Σ. ἢ ὑπάλληλο ἢ νὰ τοὺς ἐξουσιοδοτεῖ γιὰ τὴν ἐνέργεια ὀρισμένων πράξεων.

3. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ.:

α. Συγκαλεῖ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλι καὶ διευθύνει τὶς συνεδριάσεις του.

β. Ἐκπροσωπεῖ τὴ Φαρμακοβιομηχανία σὲ κάθε δικαστικῆ, διοικητικῆ ἢ ἄλλῃ ἀρχῆ.

γ. Διορίζει τοὺς πληρεξούσιους δικηγόρους.

δ. Ἐποπτεύει γιὰ τὴν ὁμαλὴ λειτουργία τῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

ε. Συνυπογράφει μὲ τὸ Διευθύνοντα Σύμβουλο ὅλες τὶς συμβάσεις τῆς Ε.Φ.

4. Ὁ Διευθύνων Σύμβουλος:

α. Εἶναι Προϊστάμενος τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ε.Φ.

β. Ἐλέγχει καὶ συντονίζει τὴ λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν.

γ. Ἐπιμελεῖται γιὰ τὴν ἐκτέλεσι τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ.

δ. Ὑπογράφει τὰ ἔγγραφα τῆς Ε.Φ., εἰσπράττει τὶς ἀπαιτήσεις καὶ ἀναλαμβάνει καταθέσεις, ὑπογράφει τὶς ἐντολὰς πληρωμῆς γιὰ τὶς τρέχουσες συναλλαγὰς καὶ ἄλλες πληρωμὲς γιὰ ποσὰ πού καθορίζονται κάθε φορὰ μὲ ἀπόφασι τοῦ Δ.Σ.

ε. Συνυπογράφει μὲ τὸν Πρόεδρο τὶς συμβάσεις καὶ τὶς ἐντολὰς πληρωμῆς γιὰ ποσὰ μεγαλύτερου ὕψους ἀπὸ τὰ ποσὰ τῆς προηγούμενης παραγράφου. Τὸ μέγιστο ὕψος τοῦ ποσοῦ αὐτοῦ καθορίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τῆς Ε.Φ. Μπορεῖ γιὰ τὴν ὑπογραφή ὀρισμένων ἐγγράφων νὰ ἐξουσιοδοτήσει ὑπάλληλο τῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

στ. Εἰσηγείται τὰ θέματα τῆς ἡμερήσιας διατάξεως στὸ Διοικητικὸ Συμβούλι.

ζ. Ἀσκει τὶς ἀρμοδιότητες πού τοῦ ἀναθέτει τὸ Δ.Σ. τῆς Ε.Φ. καὶ ἐκτελεῖ ὅλες τὶς πράξεις γιὰ τὶς ὁποῖες τὸν ἐξουσιοδοτεῖ τὸ Δ.Σ.

### Άρθρο 19.

#### Γενικὴ Συνέλευσι.

Οἱ ἀρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνέλευσης, ὅπως καθορίζονται ἀπὸ τὴ Νομοθεσία γιὰ τὶς Ἀνώνυμες Ἐταιρίες, ἀνήκουν στὸν Ε.Ο.Φ. καὶ ἀσκούνται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

### Άρθρο 20.

#### Συμβάσεις — Δάνεια.

1. Ἡ Ε.Φ. παρασκευάζει τὰ προϊόντα τῆς σὲ ἐργοστάσια πού ἰδρύει, ἀγοράζει ἢ ἐνοικιάζει καὶ σὲ ἐργοστάσια ἐλληνικὰ ἢ ξένα μὲ τὰ ὁποῖα συνεργάζεται ὑστερα ἀπὸ ὑπογραφή σχετικῶν συμβάσεων.

2. Ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία ὑπογράφει συμβάσεις μὲ τρίτα φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα γιὰ τὴν παρασκευὴ φαρμακευτικῶν καὶ ἄλλων προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς τῆς, γιὰ τὴν εἰσαγωγὴ, ἐξαγωγή καὶ γενικὰ τὴ διακίνηση καὶ διάθεσι τέτοιων προϊόντων, σύμφωνα μὲ τὸ σύστημα πού κάθε φορὰ ἰσχύει, ἢ γιὰ τὴν προμήθεια παρόμοιων προϊόντων γιὰ

λογαριασμό του Δημοσίου, Ασφαλιστικών Ταμείων και Νοσηλευτικών Μονάδων.

3. α. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. ύστερα από αίτηση των ενδιαφερομένων προς αυτό, επιτρέπεται στην Ε.Φ. και στις συνεργαζόμενες με αυτήν επιχειρήσεις της παρ. 1 του άρθρου αυτού οριστικά ή κατά περίπτωση, ή μεταστέγαση ή συστέγαση εργοστασίων τους και ή μεταβίβαση ή μεταφορά μερών ή του συνόλου της παραγωγής ή του εξοπλισμού τους από εργοστάσιο σε εργοστάσιο της ίδιας ή άλλης συνεργαζόμενης έπισης επιχείρησης, αν μ' αυτόν τον τρόπο επιτυγχάνεται ή βελτίωση της ποιότητας των προϊόντων, ή εξειδίκευση της παραγωγής των εργοστασίων ή ή διευκόλυνση πιθανών αναγκαίων αλλαγών που επιβάλλονται από την εφαρμογή των όρων της συνεργασίας. Στην άδεια καθορίζονται αναλυτικά τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν για την εξασφάλιση της ποιότητας και της ασφάλειας της παραγωγής και κάθε άλλη λεπτομέρεια. Σε επιχειρήσεις που κάνουν χρήση των ευχερειών αυτών απαγορεύεται από την ημέρα της υποβολής της σχετικής αίτησης και για ένα χρόνο από την πραγματοποίηση της μεταστέγασης ή συστέγασης ή μεταφοράς παραγωγής κλπ. ή μείωση του προσωπικού τους.

6. Με την ίδια διαδικασία χορήγησης άδειας επιτρέπεται οριστικά ή κατά περίπτωση ή μεταστέγαση, ή συστέγαση και ή μεταφορά μερών ή του συνόλου της παραγωγής ή της παραγωγικής διαδικασίας των μονάδων παραγωγής καλλυντικών προϊόντων.

Η παραγωγή ελληνικών καλλυντικών προϊόντων με σύμβαση έργου οποιασδήποτε μορφής δύναται να επιτραπεί μόνο μεταξύ μονάδων παραγωγής τέτοιων προϊόντων.

Στη γνωμοδοτική απόφαση για τη χορήγηση της άδειας, το Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. συνεκτιμά τον όλο όγκο παραγωγής και πωλήσεως των παραπάνω προϊόντων έτσι ώστε η μεταφερόμενη δραστηριότητα της επιχείρησης να μην υπερβαίνει αυτή που παραμένει.

Οι διατάξεις του εδαφ. α της ίδιας παραγρ. για το προσωπικό ισχύουν και σ' αυτή την περίπτωση.

4. Η Ε.Φ. έχει το δικαίωμα να συνάπτει δάνεια με την εγγύητη του Ε.Ο.Φ. ή του Δημοσίου σύμφωνα με το νόμο.

5. Η Ε.Φ. μπορεί με την έγκριση του Ε.Ο.Φ. να ιδρύει μόνη της ή με τη συνεργασία της Τοπικής Αυτοδιοίκησης ή συνεταιρισμών επιστημόνων ή επαγγελματιών των ειδών της αρμοδιότητάς της ή τρίτων φυσικών ή νομικών προσώπων, συνεταιρισμούς ή εμπορικές επιχειρήσεις εκτός φαρμακείων ή κέντρα έρευνών.

Άρθρο 21.

Διαχείριση — Έλεγχος.

1. Κάθε περίπτωση από τις οικονομικές δραστηριότητες της Ε.Φ. κατατίθεται άμέσως σε Έλληνική Τράπεζα και αναλαμβάνεται με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου της Ε.Φ. για την εκπλήρωση των σκοπών της.

2. Για κάθε δαπάνη αποφασίζει το Διοικητικό Συμβούλιο το οποίο μπορεί να εξουσιοδοτεί με απόφασή του το Διευθύνοντα Σύμβουλο ή τον Πρόεδρο ή και τους δύο μαζί για την έγκριση δαπανών μέχρι ορισμένο ύψος, ή για δαπάνες ανεξάρτητες από το ύψος τους, για τις οποίες απαιτείται ή διενέργεια διαγωνισμού.

3. Ο ετήσιος ισολογισμός της Ε.Φ. ελέγχεται από Όρκωτους Λογιστές, οι οποίοι ασκούν συγχρόνως και πλήρη τακτικό έλεγχο της διαχείρισης. Στη διάρκεια της χρήσης γίνεται από Όρκωτους Λογιστές ή άλλα ελεγκτικά όργανα και έκτακτοι έλεγχοι στη διαχείριση.

4. Μέσα σε τρεις μήνες από τη λήξη κάθε χρήσης, η Ε.Φ. έχει υποχρέωση να καταρτίζει έκθεση πεπραγμένων σε ό,τι αφορά τη διαχείριση των πόρων που της διατέθηκαν.

Τα έλλειμματα του ισολογισμού θα καλύπτονται με έπιχορήγηση του Ε.Ο.Φ. Τα πλεονάσματα αποτελούν πόρους του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 22.

Συμβούλιο Έποπτείας.

Στις μονάδες της Ε.Φ., σε κάθε διεμηχανία που συνεργάζεται μαζί της και γενικά σε κάθε μονάδα παραγωγής φαρμακευτικών προϊόντων για ανθρώπινη χρήση δημιουργείται Συμβούλιο έποπτείας της παραγωγικής διαδικασίας. Το Συμβούλιο έποπτείας είναι πενταμελές και αποτελείται από: α) Τον υπεύθυνο παραγωγής, β) Τον υπεύθυνο έλέγχου ποιότητας, γ) Έκπρόσωπο του εργοδότη, δ) Έκπρόσωπο των εργαζόμενων που εκλέγεται άπευθείας από γενική τους συνέλευση με μυστική ψηφοφορία στην οποία παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζόμενων, ε) Έκπρόσωπο του Ε.Ο.Φ. που προεδρεύει στις συνεδριάσεις. Έργο του Συμβουλίου έποπτείας είναι ή φροντίδα για την τήρηση και ή πρόταση για τη λήψη μέτρων που άφορούν τους κανόνες καλής παρασκευής των προϊόντων, την ασφάλεια του προσωπικού και των εγκαταστάσεων, την προστασία του περιβάλλοντος, την αύξηση της παραγωγικότητας, τις άναγκαίες επενδύσεις και τη βελτίωση των συνθηκών εργασίας. Οι προτάσεις και οι εκθέσεις του Συμβουλίου κοινοποιούνται στον Ε.Ο.Φ. Οι διαδικασίες λειτουργίας του Συμβουλίου Έποπτείας καθορίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας μετά από είτήρηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Γ'.

Έξυση και όργάνωση Κρατικής Φαρμακαποθήκης.

Άρθρο 23.

Σύσταση.

1. Ιδρύεται με το νόμο αυτόν με κεφάλαια του Ε.Ο.Φ. και του Δημοσίου και κάτω από την εγούνη του Ε.Ο.Φ. άνωνυμη έταιρία με την επωνυμία «ΚΡΑΤΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΑΠΟΘΗΚΗ Α.Ε.» με έδρα την Αθήνα.

2. Η Κρατική Φαρμακαποθήκη (Κ.Φ.) θα λειτουργεί για την εξυπηρέτηση των εφύρτερων κοινωνικών συμφερόντων, με τη μορφή της Άνωνυμης Έταιρείας. Οι διατάξεις νόμων για τις άνωνυμες έταιρείες έχουν εφαρμογή και στην Κρατική Φαρμακαποθήκη εκτός αν υπάρχει διαφορετική αντιμετώπιση στο νόμο αυτόν. Ο χρόνος διάρκειας είναι άόριστος.

3. Το Μετοχικό Κεφάλαιο της Κρατικής Φαρμακαποθήκης εκφράζεται με μία μετοχή ή οποία άνήκει στον ΕΟΦ.

4. Την έποπτεία της Κρατικής Φαρμακαποθήκης έχει το Κράτος και ασκείται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας δια του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 24.

Σκοπός.

Σκοπός της Κρατικής Φαρμακαποθήκης είναι: ή εισαγωγή, εξαγωγή, έμπορία και γενικά ή διακίνηση ειδών του άρθρου 2 του νόμου αυτού, που καθορίζονται με απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 25.

1. Η Κρατική Φαρμακαποθήκη διοικείται από έννεμελές Διοικητικό Συμβούλιο που αποτελείται από:

α. Τον Πρόεδρο που πρέπει να είναι φαρμακοποιός.

β. Έναν εκπρόσωπο του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου.

γ. Έναν εκπρόσωπο των εργαζόμενων που όρίζεται από την Γ.Σ.Ε.Ε. μεταξύ των εργαζόμενων σε επιχειρήσεις σχετικές με το αντικείμενο της Κ.Φ.

δ. "Εναν εκπρόσωπο της Τοπικής Αυτοδιοίκησης που ορίζεται από την Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.

ε. "Εναν εκπρόσωπο των συνεργαζόμενων με την Κ.Φ. Φαρμακαποδηκών που ορίζεται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

στ. "Εναν εκπρόσωπο των εργαζόμενων στην Κ.Φ. που εκλέγεται από Γενική τους Συνέλευση με μυστική ψηφοφορία όπου παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζόμενων στην Κ.Φ.

ζ. Τρεις (3) επιστήμονες με ειδικές γνώσεις και πείρα στα θέματα που έχουν σχέση με το αντικείμενο της Κ.Φ. που ορίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

2. Οι διατάξεις των άρθρων 17, 18, 19 και 21 του νόμου αυτού για την "Εθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. εφαρμόζονται: ανάλογα και στην Κρατική Φαρμακαποδηκή.

#### Άρθρο 26.

1. Η Κ.Φ. διακινεί τα προϊόντα της αρμοδιότητάς της και από φαρμακαποδηκές που βρίσκονται σε λειτουργία και με τις οποίες συνεργάζεται ύστερα από υπογραφή των σχετικών συμβάσεων.

2. Η Κ.Φ. έχει τη δυνατότητα να υπογράφει συμβάσεις με τρίτα φυσικά ή νομικά πρόσωπα για την εισαγωγή, εξαγωγή, έμπορία και γενικά τη διακίνηση των ειδών της αρμοδιότητάς της. Συνεργαζόμενος με την Κ.Φ. θεωρείται κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που εντάσσεται στο συνολικό σχεδιασμό της Κ.Φ. για την εκπλήρωση των σκοπών της.

3. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ., ύστερα από αίτηση όλων των ενδιαφερομένων, δίνεται η άδεια στους συνεργαζόμενους με την Κ.Φ. φαρμακαποδηκάρους και φαρμακείμωρους, που την 1.10.1982 είχαν σε νόμιμη λειτουργία φαρμακαποδηκή, και φαρμακείμους με φαρμακείο, να ιδρύουν Συνεταιρισμούς Περιορισμένης Ευθύνης.

Απαραίτητη προϋπόθεση για τη συμμετοχή φαρμακαποδηκάρων και φαρμακείμωρων στους συνεταιρισμούς είναι να παρέχουν την προσωπική τους εργασία στο συνεταιρισμό μέχρι τη συμπλήρωση του νόμιμου χρόνου συνταξιοδότησής τους, όπως και άρχωρων, ή δε τυχόν απόλυση τους γίνεται μόνο μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Η δυνατότητα ίδρυσης συνεταιρισμών με συμμετοχή φαρμακαποδηκάρων και φαρμακείμωρων λήγει την 31.12.1985.

Στα έκλεγμένα όργανα της παραπάνω μορφής συνεταιρισμού οι φαρμακαποδηκάρου και οι φαρμακείμωροι δεν μπορούν να είναι πλειοψηφία.

Το ύψος του ατομικού μεριδίου καθώς και ο ελάχιστος αριθμός φαρμακοποιών και φαρμακείμωρων που μετέχουν στους συνεταιρισμούς καθορίζεται κατά περίπτωση με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Με Προεδρικό Διάταγμα που εκδίδεται με γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και πρόταση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας καθορίζονται περιορισμοί μόνο ως προς τη συμμετοχή των συνταξίων, τις συνεταιριστικές μερίδες, που πρέπει να περιέχουν ένα αριθμό ατομικών μεριδίων και το περιεχόμενο καταστατικού.

Ειδικότερα για φαρμακευτικούς συλλόγους με μέλη περισσότερα από 100, επιτρέπεται η ίδρυση συνεταιρισμών περισσότερων του ενός (1), ο δε αριθμός των φαρμακοποιών που μετέχουν σε καθένα δε μπορεί να είναι μικρότερος των πενήντα (50). Στις περιπτώσεις αυτές απαγορεύεται η συμμετοχή φαρμακοποιών και φαρμακείμωρων σε περισσότερους από ένα (1) συνεταιρισμούς.

4. Με σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από αίτηση των ενδιαφερομένων, επιτρέπεται στην Κ.Φ. και στις συνεργαζόμενες μ' αυτήν επιχειρήσεις της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού, όριστικά ή κατά περίπτωση, ή μεταστέγαση ή συστέγαση οποιουδήποτε αριθμού αυτών.

Στις επιχειρήσεις που κάνουν χρήση των ευχερειών αυτών, καθώς και στους συνεταιρισμούς της παραγράφου 3, απαγορεύεται, από την ημέρα της υποβολής της σχετικής αίτησης και για ένα χρόνο από την πραγματοποίηση της μεταστέγασης ή συστέγασης ή ίδρυσης του συνεταιρισμού, η μείωση του προσωπικού τους.

5. Η Κ.Φ. έχει το δικαίωμα να συνάπτει δάνεια με την εγγύηση του Ε.Ο.Φ. ή του Δημοσίου, σύμφωνα με το νόμο.

6. Η Κ.Φ. μπορεί με έγκριση του Ε.Ο.Φ. να ιδρύει μόνη της ή με τη συνεργασία της τοπικής αυτοδιοίκησης ή συνεταιρισμού επιστημόνων ή συνεταιρισμού επαγγελματιών τής αρμοδιότητάς της ή τρίτων φυσικών ή Νομικών Προσώπων, Συνεταιρισμούς ή έμπορικές επιχειρήσεις, εκτός από φαρμακεία και συνεταιρισμούς φαρμακοποιών, για τους οποίους ισχύουν όσα ορίζονται στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ Δ'.

#### Συμπλήρωση και τροποποίηση διατάξεων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας.

#### Άρθρο 27.

1. Τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής των προϊόντων του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διευθύνονται από υπεύθυνο πτυχιούχο Χημικό ή Φαρμακοποιό ή Γιατρό ή Βιολόγο ή Κτηνίατρο, απόφοιτο Πανεπιστημιακών ή Πολυτεχνικών Σχολών της Ελλάδας ή ισότιμων προς αυτές του Ξεωτεριού, με πλήρη απασχόληση. Κατεξάριση τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής ειδών τής περιπτώσεως β τής παραγρ. 2 του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διαθέτουν έναν υπεύθυνο παραγωγής και έναν υπεύθυνο ποιοτικού ελέγχου, από τις ειδικότητες των επιστημόνων τής προηγούμενης παραγράφου, από τους οποίους ο ένας έχει και τη γενική εποπτεία και ευθύνη λειτουργίας του εργοστασίου.

2. Ο διορισμός και η αντικατάσταση των ανωτέρω υπεύθυνων γίνεται με απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. κατά τη διαδικασία και με τις προϋποθέσεις των παραγρ. 1 και 2 του άρθρου 29 του Ν. 5607/1932 και πρέπει να έχουν:

α. Πτυχίο μιάς των ειδικοτήτων και σχολών τής παρ. 1 ανωτέρω.

β. Τριετή τουλάχιστον προϋπηρεσία ή εξειδίκευση και διετή προϋπηρεσία στα αντικείμενα τής υπευθυνότητάς τους, για τους υπεύθυνους εργοστασίων και εργαστηρίων παραγωγής ειδών τής περιπτώσεως β' τής παρ. 2 του άρθρου 2 νόμου αυτού.

γ. Τα προσόντα των εδαφίων γ και δ, τής παρ. 1 του άρθρου 1 του Α.Ν. 517/1968 και

δ. Να μην έχουν τιμωρηθεί για παράβαση τής φαρμακευτικής νομοθεσίας με ποινή φυλάκισης ή όριστικής ανάκλησης άδειας λειτουργίας καταστήματος ή άσκησης επαγγέλματος.

3. Κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που ασχολείται με παραγωγή, έμπορία και γενικά διακίνηση δραστικών ουσιών για φαρμακευτικά προϊόντα, έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ελέγχου και διάθεσης αυτών. Επίσης κάθε Βιομηχανική και Έμπορική επιχείρηση φαρμακευτικών προϊόντων έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ανάληψης και διάθεσης των δραστικών ουσιών κατά παράταξη, καθώς και όμοια στοιχεία για τα έτοιμα προϊόντα. Τα στοιχεία αυτά είναι πάντοτε στη διάθεση του Ε.Ο.Φ. και οι παραβάτες υπόκεινται στις κυρώσεις του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/73.

4. Για τη δημιουργία μητρώου και αρχείου ελέγχου και διακίνησης των προϊόντων τής αρμοδιότητάς του, ο Ε.Ο.Φ. συγκαταστήσει μηχανογραφικό σύστημα. Κάθε Βιομηχανική και Έμπορική επιχείρηση έχει υποχρέωση να παρέχει στον Ε.Ο.Φ. όλα τα ζητούμενα στοιχεία και τις απαιτούμενες διευκολύνσεις για την εγκατάσταση και λειτουργία του μηχανογραφικού συστήματος.

5. Σε περίπτωση συγγώνευσης φαρμακοβιομηχανιών:

α. Επιτρέπεται η συνέχιση της παραγωγής στα εργοστάσια που συγχωνεύθηκαν, με την προϋπόθεση ότι καθένα από αυτά λειτουργεί με την έσοπτησία των απαραίτητων υπεύθυνων παραγωγής και έλεγχου ποιότητας.

β. Επιτρέπεται επίσης η μεταφορά παραγωγής προϊόντων από το ένα εργοστάσιο στο άλλο, μετά από σχετική έγκριση του Ε.Ο.Φ., που καθορίζει και τους απαραίτητους όρους για τη διασφάλιση της ποιότητας των προϊόντων.

#### \*Άρθρο 28.

1. Από την ισχύ του νόμου αυτού και μέχρι 31.12.1985 οι προσλήψεις και απολύσεις του προσωπικού των επιχειρήσεων που ασχολούνται με την παραγωγή, εισαγωγή, εξαγωγή και έμποια φαρμακευτικών προϊόντων, υπόκεινται στις εξής ρυθμίσεις:

α. Απολύσεις με αιτιολογικό μείωση προσωπικού γίνονται μόνο μετά από έγγραφη εξάμηνη προειδοποίηση του Ε.Ο.Φ. Κάθε απόλυση για άλλους λόγους συνεπάγεται άμεση συμπλήρωση της κενής θέσης.

β. Έργαζόμενοι που απολύθηκαν από 9 Φεβρουαρίου 1982 και μετά με αιτιολογικό μείωση προσωπικού επαναπροσλαμβάνονται κατά προτεραιότητα από τις επιχειρήσεις που απολύθηκαν, αν υπάρξουν ανάγκες νέων προσλήψεων.

γ. Όποιαδήποτε ανάγκη σε προσωπικό των παραπάνω επιχειρήσεων καλύπτεται κατά προτεραιότητα από εκείνους που έχουν προϋπηρεσία σε αντίστοιχες επιχειρήσεις και απολύθηκαν με αιτιολογικό μείωση προσωπικού. Για κάθε πρόσληψη που δεν εντάσσεται στην περίπτωση αυτή απαιτείται προηγούμενη έγγραφη άδεια του Ε.Ο.Φ.

δ. Οι εργαζόμενοι με πλήρη απασχόληση στις 9 Φεβρουαρίου 1982 για την ιατρική ενημέρωση από τις παραπάνω επιχειρήσεις, που δεν έχουν συμπληρώσει τις συνταξιοδοτικές προϋποθέσεις, προσλαμβάνονται επιπλέον, κατά προτεραιότητα από άλλους υποψηφίους, αν έχουν τα ζητούμενα τυπικά και ουσιαστικά προσόντα των προκηρυσσόμενων θέσεων, σε θέσεις των Δημοσίων Υπηρεσιών ή Ν.Π.Δ.Δ. που έχουν άμεση εξάρτηση από το Υπουργείο Υγείας και Πρόνοιας. Οι σχετικές με τους περιορισμούς των ορίων ηλικίας διατάξεις του νόμου δεν εφαρμόζονται στην περίπτωση αυτή. Όσοι προσλαμβάνονται σύμφωνα με την παρούσα διάταξη, μπορούν να επιλέξουν την ασφαλιστική κάλυψη του παλαιού ή του νέου ασφαλιστικού φορέα. Το δικαίωμα αυτό άσκείται εντός τριμήνου από την πρόσληψή τους.

2. α) Κάθε απόλυση που γίνεται μετά την ισχύ αυτού του νόμου κατά παρέκκλιση των παραπάνω διατάξεων, καθώς και κάθε απόλυση που έγινε από 1η Μαΐου 1982 μέχρι και την ισχύ αυτού του νόμου για οποιοδήποτε λόγο, είναι άκυρη, εκτός αν αυτοί που απολύθηκαν εργάζονται σε αντίστοιχη θέση. Έξαιρούνται οι περιπτώσεις απολύσεων που οφείλονται σε αποδεδειγμένη υπευθυνότητα όσων απολύθηκαν και εφ' όσον στην περίπτωση αυτή έχει γίνει ανάπληρωση των απολυθέντων.

β) Προσλήψεις σε τμήματα ιατρικής ενημέρωσης, που έγιναν μετά τις 9.2.1982 καθώς και κάθε πρόσληψη προσωπικού χωρίς να τηρηθούν οι προηγούμενες προϋποθέσεις και διατυπώσεις, έχουν σα συνέπεια, να μην περιλαμβάνονται στα έξοδα των επιχειρήσεων και να μην επιβαρύνουν το κόστος των προϊόντων οι μισθοί και κάθε άλλη δαπάνη του προσωπικού αυτού κατά το τρέχον και το επόμενο οικονομικό έτος από την πρόσληψη.

3. Οι παραβάτες των διατάξεων αυτού του άρθρου τιμωρούνται με τις ποινές της παραγράφου 5Α του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973.

4. Στις διατάξεις του άρθρου αυτού δεν υπόγονται οι μικτές επιχειρήσεις που ασχολούνται συγχρόνως με φάρμακα και άλλα προϊόντα (καλλυντικά κλπ.) και των οποίων ο κύκλος εργασιών ή η παραγωγή των φαρμακευτικών προϊόντων στην παραγωγική μονάδα είναι μικρότερος του 60% του συνολικού κύκλου εργασιών ή της παραγωγής τους αντίστοιχα. Έξαιρηση αποτελούν οι εργαζόμενοι των επιχειρήσεων αυτών που ασχολούνται με το αντικείμενο του φαρμάκου.

5. Σε κάθε περίπτωση που για αντικειμενικούς λόγους, που διαπιστώνονται από τον Ε.Ο.Φ., δεν είναι δυνατή η τήρηση των παραπάνω διατάξεων και μόνο για τα σημεία που υπερκαλύπτουν την υπόλοιπη εργατική νομοθεσία εφαρμόζονται οι γενικές διατάξεις της Εργατικής Νομοθεσίας.

#### \*Άρθρο 29.

1. Στην παράγραφο 6 του άρθρου 1 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται τρίτο εδάφιο ως εξής: «Στην εξωτερική και εσωτερική συσκευασία, στις δημόσιες χρήσεις και σε κάθε μορφής έγγραφη ενημέρωση όλων των φαρμακευτικών ιδιοσκευασμάτων που κυκλοφορούν στην Ελληνική αγορά, αναγράφεται υποχρεωτικά η κοινόχρηστη ονομασία των δραστικών ουσιών (GENERIC NAMES) δίπλα ή κάτω από το εμπορικό τους όνομα (σήμα) με τα ίδια ακριβώς τυπογραφικά στοιχεία. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από εισήγηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. καθορίζονται τα ιδιοσκευάσματα για τα οποία, εκτός από την αναγραφή των παραπάνω στοιχείων, απαιτείται η αναγραφή στις ίδιες περιπτώσεις, με εξαίρεση την εσωτερική συσκευασία και με τα ίδια τυπογραφικά στοιχεία και των ενδείξεων: «Περιλαμβάνεται στο Έθνικό Συνταγολόγιο» ή «Δεν περιλαμβάνεται στο Έθνικό Συνταγολόγιο».

2. Οι παράγραφοι 4, 5 και 6 του άρθρου 8 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίστανται ως εξής: «4. Κάθε δικαιούχος άδειας κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων έχει υποχρέωση να εφοδιάζει κανονικά την αγορά με τα προϊόντα που εισάγει ή παράγει. Σε περίπτωση αδυναμίας του ή πριν από κάθε μεταβολή που μπορεί να επηρεάσει την κυκλοφορία από άποψη επάρκειας ή τιμών, έχει υποχρέωση να ειδοποιεί έγγραφα τον Ε.Ο.Φ. τουλάχιστον πριν από 3 μήνες». «5. Ο Ε.Ο.Φ. μπορεί οποτεδήποτε να προβαίνει στην εισαγωγή οποιουδήποτε προϊόντος, χωρίς ποσοτικούς ή άλλους περιορισμούς, αν οι ανάγκες της δημόσιας υγείας το επιβάλλουν ή αν ο δικαιούχος της άδειας κυκλοφορίας δε συμμορφώνεται προς τις υποχρεώσεις του από τις διατάξεις του παρόντος και γενικά προς τις κείμενες διατάξεις. Το έργο αυτό μπορεί να αναθέσει και σε φυσικά ή νομικά πρόσωπα με απόφαση του Δ/ντού Συμβουλίου. Με την ίδια απόφαση καθορίζονται οι όροι της ανάθεσης, εισαγωγής, κυκλοφορίας και τιμής πώλησης των άνωτέρω προϊόντων, κατά παρέκκλιση των διατάξεων που ισχύουν». «6. Κατεξίχνηση ο Ε.Ο.Φ. μπορεί με απόφασή του να επιτρέψει σε ειδικές περιπτώσεις την εισαγωγή μη εγκεκριμένων άλλων δαπών φαρμάκων, σε περιορισμένη ποσότητα και για συγκεκριμένους σκοπούς που καθορίζονται σαφώς στη σχετική απόφαση. Μπορεί επίσης, σε περιπτώσεις μη κανονικής διακίνησης φαρμακευτικών προϊόντων από τους υπεύθυνους φορείς, σύμφωνα με την κείμενη νομοθεσία, να επιτρέψει με απόφασή του τον εφοδιασμό των Νοσοκομείων, Κλινικών, Κέντρων Υγείας, Αγροτικών Ιατρείων, Δημοσίων Ταμείων κλπ. άπειρες από φαρμακευτικές βιομηχανίες ή εμπορικές επιχειρήσεις ή με εύθυνη της Κρατικής Φαρμακοποδότησης».

3. Στο άρθρο 9 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ως εξής:

«4. Κατά παρέκκλιση των διατάξεων των άρθρων 7, 8 και 9 του παρόντος νόμου, η Έθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. μπορεί να είναι δικαιούχος άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων και όλων γενικά των προϊόντων άρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ., χωρίς να απαιτείται να έχει σε νόμιμη λειτουργία και αντίστοιχο εργοστάσιο ή εργοστάσιο παρασκευής τους».



## Άρθρο 30.

Στο άρθρο 12 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ως εξής:

«4.α) Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. καταρτίζεται περιοδικά Πίνακας ή Κατάλογος των φαρμακευτικών προϊόντων που θα χορηγούνται από τὰ: Δημόσιο, Ν.Π.Δ.Δ. (Νοσοκομεία Ν.Π.Δ.Δ. Ν. 2492/1953, Κέντρα Υγείας, Αγροτικά Ίατρεία κλπ.), καθώς και από Ν.Π.Ι.Δ. που επιχορηγούνται και εποπτεύονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, όπως ορίζονται στο άρθρο 9 παρ. 1 του Ν. 1232/1982 ΦΕΚ 22Α ή από άλλον Υπουργό.

β) Στον Πίνακα μπορούν να περιληφθούν μέχρι τρία (3) το πολύ δόσια σε είδος και μέρη φαρμακευτικά ιδιοσκευάσματα ή σκευάσματα ή άλλα φαρμακευτικά προϊόντα, που επιλέγονται με βασικά κριτήρια την ποιότητα, το κόστος και γενικά το συμφέρον τῆς Δημόσιας Υγείας και τῆς Ἐθνικῆς Οικονομίας μεταξύ ὄλων τῶν προϊόντων που κυκλοφοροῦν ἐφ' ὅσον οἱ δικαιούχοι τους ἔχουν συνάψει σύμβαση με τὸν Ε.Ο.Φ. που καθορίζει τοὺς ὅρους παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς και διάθεσής τους.

Με τὴν ἴδια διαδικασία γίνονται οἱ συμπληρώσεις, ἀνακλήσεις και γενικά κάθε προσαρμογή τοῦ Καταλόγου.

γ) Ἡ λιανικὴ τιμὴ ὄλων τῶν ὁμοίων φαρμάκων που εἰς περιέχονται στὸν πίνακα θὰ εἶναι ἐνιαία. Προσφορά τιμῆς κατώτερης τοῦ πραγματικοῦ κόστους με σκοπὸ νὰ περιληφθεῖ τὸ προϊόν στὸν πίνακα ἀπαγορεύεται και δὲν ἀναγνωρίζεται σὺν ζημιὰ τοῦ προσφέροντος.

δ) Με τὴ δημοσίευση τοῦ προηγούμενου πίνακα παύει νὰ ἰσχύει κάθε μερικότερος πίνακας, κατάλογος ἢ συνταχολόγιο. Με ἀπόφαση τοῦ Υπουργοῦ Υγείας και Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζονται οἱ λεπτομέρειες και ὁ πρῶτος διάθεσης τῶν ὑπαρχόντων ἀποθεμάτων».

## Άρθρο 31.

1. Στὸ τέλος τῆς παραγρ. 2 τοῦ άρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 προστίθενται τὰ εξής: «Κάθε ἔντυπο που προορίζεται για ἰατρικὴ ἐνημέρωση ἢ γενικότερα για ἐνημέρωση που ἀφορᾷ φαρμακευτικὰ προϊόντα, πρέπει νὰ περιλαμβάνει ὑποχρεωτικὰ ὅλα τὰ στοιχεῖα που περιέχονται για τὰ ἀντιστοιχα προϊόντα στὸ Ἐθνικὸ Συνταχολόγιο. Τὸ ἔντυπο αὐτὸ κατατίθεται ὑποχρεωτικὰ στὸν Ε.Ο.Φ. πρὶν ἀπὸ τὴν κυκλοφορία του».

2. Ἡ παράγρ. 5 τοῦ άρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς εξής:

«5. Ἐπιτρέπεται σὲ παραγωγὸς και εἰσαγωγεῖς ἢ ἀντιπροσώπους οἴκων ἐξωτερικοῦ ἢ χορήγηση δωρεᾶν μὴ ἐγκληματικῶν φαρμακευτικῶν προϊόντων σὲ Κρατικὰ Νοσηλευτικὰ Ἰδρύματα ἢ Ἰδρύματα που ἐποπτεύονται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ. ἢ τὸ Υπουργεῖο Υγείας και Πρόνοιας, με ἀποκλειστικὸ σκοπὸ τὴν ἐπιστημονικὴ ἔρευνα και τὸν κλινικὸ ἐλεγχὸ τῶν προϊόντων αὐτῶν. Για κάθε κλινικὴ ἔρευνα και για κάθε δωρεᾶν χορήγηση φαρμακευτικῶν προϊόντων, ἀπαιτεῖται ἐγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ., ὕστερα ἀπὸ αἴτηση τοῦ ἐνδιαφερόμενου και σύμφωνη γνώμη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Νοσηλευτικοῦ Ἰδρύματος».

3. Ἡ παράγρ. 6 τοῦ άρθρου 16 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς εξής:

«6. Ἀπαγορεύεται ἀπολύτως ἡ πώληση ἢ χορήγηση με ἀναλλάγματα τῶν προϊόντων που παραχωρήθηκαν δωρεᾶν. Ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος νόμου ἀπαγορεύεται ἡ παρασκευὴ, εἰσαγωγή, χορήγηση και κατοχὴ δειγμάτων ἀπὸ Φαρμακευτικῆς Βιομηχανίας ἢ Ἐμπορικῆς Ἐπιχειρήσεις. Σὲ ἐξαιρετικῆς περιπτώσεις μπορεί νὰ ἐπιτραπῆ ἡ χορήγηση δειγμάτων με εἰδικὰ αἰτιολογημένη ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. με τὴν ὁποία καθορίζονται οἱ ὅροι παραγωγῆς ἢ εἰσαγωγῆς και διάθεσης τῶν δειγμάτων και κάθε ἄλλη λεπτομέρεια.

Ἐργάνωση ἢ χρηματοδότηση συνεδρίων ἢ σεμιναρίων και ὁποιοδήποτε ἀντίστοιχο μέσου ἐνημέρωσης πάνω σὲ θέματα ἀρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀπὸ Φαρμακευτικῆς Βιομηχανίας ἢ Ἐμπορικῆς Ἐπιχειρήσεις ἢ μέσω ὁποιαδήποτε διαφημιστικῆς ἢ ἄλλης ἐπιχειρήσεως παροχῆς ὑπηρεσιῶν, μπορεί νὰ ἐπιτρέπεται μετὰ ἀπὸ προηγούμενη ἐγκριση τοῦ Ε.Ο.Φ. Για τὴ χορήγηση τῆς ἀδειας οἱ ἐνδιαφερόμενοι ὑποβάλλουν ἐγκαιρα στὸν Ε.Ο.Φ. ἀναλυτικὸ πρόγραμμα τῶν ἐργασιῶν τοῦ συνεδρίου. Ἡ δαπάνη για παρόμοια συνέδρια ἢ σεμινάρια δὲν ἐπιβαρύνει τὸ κόστος τῶν προϊόντων».

## Άρθρο 32.

Τὸ ἀρθρο 17 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 ἀντικαθίσταται ὡς εξής:

## «Άρθρο 17.

1. Οἱ ἀνώτερες τιμὲς χονδρικής, νοσοκομειακῆς, λιανικῆς και ἄλλης εἰδικῆς πώλησης τῶν προϊόντων ἀρμοδιότητας τοῦ Ε.Ο.Φ. που ἐλέγχονται: ἀγορανομικά, καθορίζονται με δελετία τιμῶν που ἐκδίδει ὁ Υπουργὸς Ἐμπορίου με σύμφωνη γνώμη τοῦ Υπουργοῦ Υγείας και Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ γνώμη τῆς ἐπιτροπῆς τιμῶν, που προβλέπεται στὴν παράγρφο 3 τοῦ άρθρου αὐτοῦ. Πρὶν ἀπὸ τὴν ἐκδοση τοῦ δελετίου τιμῶν ὁ Ε.Ο.Φ. γνωμοδοτεῖ κατὰ τὴν κρίση του στὴν ἐπιτροπὴ τιμῶν και στοὺς ἀρμόδιους Υπουργοὺς με βάση τὰ στοιχεῖα που ἔχει ἢ μπορεί νὰ ζητῆ ἀπὸ τὶς ἀντίστοιχες ἐπιχειρήσεις για τὸ πιθανὸ ὕψος τιμῶν τῶν πᾶνω προϊόντων. Οἱ γνωμοδοτήσεις αὐτὲς δὲν εἶναι ὑποχρεωτικῆς για τὴν ἐπιτροπὴ τιμῶν και τοὺς Υπουργοὺς. Κατὰ τὸν ἴδιο τρόπο καθορίζονται οἱ τιμὲς για προϊόντα που προορίζονται για τὸ Δημόσιο ἢ ὑπηρεσίες και ἰδρύματα που ἐποπτεύονται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Υγείας και Πρόνοιας ἢ ὁποιοδήποτε ἄλλο Υπουργό.

2. Με ἀγορανομικῆς διατάξεις που ἐκδίδονται με σύμφωνη γνώμη τοῦ Υπουργοῦ Υγείας και Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ εἰσήγηση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. πρὸς αὐτὸν καθορίζονται τὰ στοιχεῖα τοῦ κόστους, τὸ ὕψος τους και ὁ τρόπος διαμόρφωσης τῶν τιμῶν ὄλων τῶν προϊόντων ἀρμοδιότητας Ε.Ο.Φ.

3. Στὸ Υπουργεῖο Ἐμπορίου συνιστᾶται ἡμελῆς Ἐπιτροπὴ τιμῶν που ἀποτελεῖται ἀπὸ: α) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Υπουργοῦ Ἐμπορίου που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Ἐμπορίου, β) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Ε.Ο.Φ. που ὀρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. αὐτοῦ, γ) ἕναν ἐκπρόσωπο τῆς Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας που ὀρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. αὐτῆς. Μέχρι τὴ σύστασή τῆς Ε.Φ. ὁ Υπουργὸς Υγείας και Πρόνοιας ὀρίζει πρῶτωποῦ τῆς ἐκλογῆς του, δ) ἕναν ἐκπρόσωπο τοῦ Πανελληνίου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Υγείας και Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ πρόταση τοῦ Πανελληνίου Φαρμακευτικοῦ Συλλόγου, ε) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργοδοτικῶν φορέων παραγωγῆς που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Ἐμπορίου, ἀπὸ τοὺς προτεινόμενους ἀπὸ τοὺς ἀντίστοιχους φορεῖς, στ) ἕναν ὀρκωτὸ λογιστὴ που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Ἐμπορίου, ζ) ἕναν εἰδικὸ κοστολόγο που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Ἐμπορίου, η) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων που ὀρίζεται ἀπὸ τὴ Γ.Σ.Ε.Ε., θ) ἕναν ἐκπρόσωπο τοπικῆς αὐτοδιοίκησης που ὀρίζεται ἀπὸ τὴν ΚΕΔΚΕ, ι) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ταμείων που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων και ια) ἕναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργοδοτικῶν φορέων εἰσαγωγῆς που ὀρίζεται με τὸν τρόπο που καθορίζεται στὴν περίπτωση ε'. Με τὴν ἴδια διαδικασία προτείνονται και ὀρίζονται ἀνά ἕνα ἀναπληρωτῆς για κάθε μέλος ἐπιτροπῆς.

Χρὴς γραμματέας ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τοῦ Υπουργοῦ Ἐμπορίου που ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Υπουργὸ Ἐμπορίου. Ἡ ἐπιτροπὴ συγκροτεῖται με ἀπόφαση τοῦ Υπουργοῦ Ἐμπορίου και ἔργο τῆς εἶναι ἡ γνωμοδότηση για θέματα που ἀφοροῦν τὶς τιμὲς χονδρικής και λιανικῆς πώλησης προϊόντων ἀρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. Ἡ λειτουργία τῆς ἐπιτροπῆς καθορίζεται με κοινὴ ἀπόφαση τῶν Υπουργῶν Ἐμπορίου και Υγείας και Πρόνοιας. Μέχρι τὴ συγκρότησή τῆς ἀνωτέρω ἐπιτροπῆς ἐξακολουθεῖ νὰ λειτουργεῖ ἡ ἐπιτροπὴ τιμῶν που ὀρίζεται κατὰ τὴν ψήφισή αὐτοῦ τοῦ νόμου.

4. Κατά την πρώτη εφαρμογή του νόμου αυτού θα γίνει άνωστολόγησι όλων των φαρμακευτικών προϊόντων που κυκλοφορούν. Τα στοιχεία που θα ζητηθούν από τους ενδιαφερόμενους, ή διεδικασία και οι λεπτομέρειες της άνωστολόγησις θα καθοριστούν με κοινή απόφαση των Υπουργών Έμπορίου και Υγείας και Πρόνοιας. Με την ίδια απόφαση μπορούν να άνωστολούν σχετικά καθήκοντα και σε όργανα ή υπηρεσίες του Ε.Ο.Φ. Οι δικαιούχοι άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων οφείλουν να συμπληρώσουν τα έντυπα που θα παραλάβουν με όλα τα ζητούμενα στοιχεία και να τα υποβάλουν όπου θα ορίζεται σ' αυτά, το αργότερο μέσα σ' ένα μήνα από την παραλαβή τους. Ο έλεγχος των στοιχείων αυτών θα ολοκληρωθεί το αργότερο σε δύο μήνες από την υποβολή τους και οι νέες χονδρικές και λιανικές τιμές θα ισχύουν από την επόμενη της δημοσίευσής τους στο θελτίο τιμών αλλά όχι νεώτερα από 1.1.83.

Στη διαμόρφωση της λιανικής τιμής των προϊόντων που άνωστολογούνται υπολογίζεται εισφορά 15% επί της χονδρικής τιμής, χωρίς τις νεοεισπραξιμένες επί της χονδρικής τιμής επίβαρυνσεις, που αποτελεί μέρος του Ε.Ο.Φ.

Η εισφορά αυτή δεν αποτελεί κερδοφόρο στοιχείο στη διαμόρφωση του κόστους και οι νεοεισπραξιμένες επίβαρυνσεις για τη διαμόρφωση της τελικής χονδρικής τιμής δεν υπολογίζονται πάνω σ' αυτή.

Για όλα προϊόντα δεν υποβληθούν από τους δικαιούχους των άδειών κυκλοφορίας έμπρόθεσμα τα ζητούμενα στοιχεία το πιο πάνω ποσοστό 15% από 1.1.83 αποδίδεται στον Ε.Ο.Φ. από τους δικαιούχους των άδειών κυκλοφορίας, χωρίς να επιβαρύνεται η λιανική τιμή των προϊόντων.

5. α) Στη διαμόρφωση των νέων τιμών καθώς και στο σύστημα κοστολόγησις δεν θα αποτελούν στοιχεία διαμόρφωσης κόστους τα χρησιμοποιούμενα χωρίς έγκριση του Ε.Ο.Φ. δειγμάτια, έξοδα συνεδρίων, δαπάνες πολυτελών διαφημιστικών εντύπων, προμήθειες μεταζώντων, υπερτιμολογήσεις κλπ.

β) Κάθε σχετική επιχείρηση είναι υποχρεωμένη, αν της ζητηθεί από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. να συμπληρώσει με προσλήψεις το ποσοστό που άνωστορίζεται από τη σχετική αγοραστική διάταξη σαν έξοδα προσωπικού. Οι παραβάτες έμπιπουν στις κυρώσεις του άρθρου 19 παρ. 5Α του Νόμου 96/1973.

γ) Η τιμή όλων των όμοιων φαρμάκων θα είναι ενιαία και θα υπολογίζεται με βάση πρότυπο κοστολόγιο. Για κάθε δραστητική ουσία θα υπάρχει ελάχιστη και μέγιστη αποδεκτή τιμή. Κερδοφόρο στοιχείο για κάθε επιχείρηση αποτελεί μόνο η ελάχιστη τιμή. Η διαφορά μέγιστης και ελάχιστης τιμής αποτελεί στοιχείο για την τελική διαμόρφωση της χονδρικής τιμής.

δ) Για τα εισαγόμενα που δεν υπάρχουν αντίστοιχά τους ελληνικά προϊόντα θα λαμβάνεται υπόψη η τιμή στη χώρα προέλευσης και οι χαμηλότερες τιμές στις χώρες της Ευρώπης.

ε) Μέχρι να έκδοθει η απόφαση για νέο σύστημα κοστολόγησις εξακολουθεί να ισχύει η διαδικασία καθορισμού τιμών νέων προϊόντων, που ισχύει κατά τη δημοσίευσή του παρόντος.

ς) Η απόζημίωση των μελών της έπιτροπής τιμών καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Έμπορίου».

### Άρθρο 33.

#### Κυρώσεις.

1. Οι παράγραφοι 1 και 2 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίστανται ως εξής:

«1. Παραγωγός ή Αντιπρόσωπος ή Εισαγωγέας, ο οποίος κυκλοφορεί φαρμακευτικά και λοιπά προϊόντα, που αναφέρονται στο νόμο αυτόν χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκληση ή κατά τη διάρκεια άναστολής της ισχύος της, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δραχμές. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το άδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση μέχρις ενός έτους και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 2.000.000 δραχμές.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε παραγωγός ή αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας για παραγωγή, εισαγωγή, κατοχή

ή διάθεση των προϊόντων άρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., που γίνεται κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής παρασκευής και διάθεσης.

2. Φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής, ο οποίος διαθέτει με οποιοδήποτε τρόπο προϊόντα άρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., για τα οποία απαιτείται άδεια κυκλοφορίας, χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκλησή της ή κατά τη διάρκεια άναστολής της ισχύος της και έφ' όσον έχει τηρηθεί ή διεδικασία ενημέρωσής του, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 300.000 δραχμές και κλείσιμο του φαρμακείου, φαρμακοποιήκης ή άλλου καταστήματος μέχρι τρεις μήνες. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το άδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και άφαίρεση από τρεις (3) μέχρι έξι (6) μήνες της άδειας άσκησης έπαγγέλματος.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής για κατοχή ή διάθεση προϊόντων άρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής φύλαξης και διάθεσης.

Έπίσης με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός που άλλάζει κατά την έκτέλεσή τους συνταγές άσφαλιστικών ταμείων με άλλα προϊόντα».

2. Η παράγραφος 3 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «3. Όσοι κατά παράβαση των διατάξεων των παραγράφων 4, 6 και 7 του άρθρου 16 προσφέρουν ή δέχονται άμοιβές ή άλλα ανταλλάγματα, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις του νόμου, που άπαγορεύουν τη χορήγηση ιατρικών δειγμάτων ή έμπορεύονται (πωλούν ή αγοράζουν) τα δείγματα που χορηγούνται δωρεάν, ή παραβαίνουν τις διατάξεις για διοργάνωση των συνεδρίων, τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. Όσοι από αυτούς είναι γιατροί ή φαρμακοποιοί ή κτηνίατροι τιμωρούνται, έπιπλέον, σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως, με στέρηση της άδειας άσκησης έπαγγέλματος από 6 μήνες μέχρι 1 χρόνο. Σε νέα επανάληψη της παραβάσεως επιβάλλεται η ποινή της όριστικής στέρησης της άδειας άσκησης έπαγγέλματος. Οι δικαιούχοι άδειών κυκλοφορίας που παραβαίνουν τη νομοθεσία που καθορίζει την παραγωγή και χορήγηση δειγμάτων τιμωρούνται έπιπλέον με όριστική ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Σε επανάληψη της παραβάσεως το άδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή 500.000 μέχρι 2.000.000 δρχ. και φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών».

3. Η παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «5. Οι παραβάσεις των διατάξεων περί τυποποιημένης κυκλοφορίας και υποχρεωτικών ενδείξεων στη συσκευασία των φαρμάκων και λοιπών προϊόντων τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δρχ. και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Με τις ίδιες κυρώσεις τιμωρείται και παραγωγός, αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας προϊόντων, τα οποία αναφέρονται στο νόμο αυτόν και των οποίων η σύνθεση ως προς τα βασικά συστατικά τους δεν είναι η ίδια με αυτή που έγκρίθηκε, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 16 του Ν.Α. 96/1973, όπως τροποποιήθηκε με το νόμο αυτόν».

4. Μετά την παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 προστίθεται νέα παράγραφος 5Α ως εξής: «5Α Με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το άδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και φυλάκιση μέχρι 6 μήνες και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας των σχετικών προϊόντων τιμωρούνται όσοι:

α. Έμποδίζουν ή παρακωλύουν το έργο των οργάνων έλέγχου, έπιθεωρήσεων και δειγματοληψικών του Ε.Ο.Φ.

β. Δεν τηρούν καθόλου ή δεν τηρούν κανονικά ή άποικύπτουν και δε θέτουν στη διάθεση των οργάνων του Ε.Ο.Φ. τα έξι και στοιχεία που άφορούν την εισαγωγή και διεκί

νηση τών πρώτων και βοηθητικών ύλων, τών ύλικών συσκευασίας και έτοιμων προϊόντων.

γ. Παραβαίνουν τις διατάξεις της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας που αναφέρονται στην πρόσληψη ή απόλυση του προσωπικού της.

δ. Προβαίνουν σε καταχρηστική απόλυση ή κατάφαρα άνιση μεταχείριση, μισθολογική ή άλλη, τών υπεύθυνων παραγωγής και έλέγχου ποιότητας.

ε. Παρεμποδίζουν το έργο του Συμβουλίου Έποπτείας ή τών υπεύθυνων παραγωγής και έλέγχου ποιότητας.

στ. Καθυστερούν άδικαιολόγητα την καταβολή τών πόρων τού Ε.Ο.Φ.

ζ. Παραβαίνουν τις διατάξεις του άρθρου 8 παρ. 4 τού Ν.Δ. 96/1973».

5. Η παράγραφος 11 τού άρθρου 19 τού Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής:

«11. α) Με πρόστιμο μέχρι 100.000 δραχ. και σε περίπτωση ύποτροπής μέχρι 200.000 δραχ. και άρση τής ύπευθυνότητας, τιμωρούνται οι υπεύθυνοι παραγωγής και έλέγχου ποιότητας που παραβαίνουν τους κανόνες καλής παρασκευής και ασφάλειας τών προϊόντων τών οποίων έχουν την εθύνη. Έπισης με άρση τής ύπευθυνότητας τιμωρούνται όσοι από αιτούς άπουσιάζουν άδικαιολόγητα πέρα από δύο συγκυνητώσεις ή συσκέψεις υπεύθυνων, που συγκαλούνται από τον Ε.Ο.Φ.

β) Κυρώσεις που επιβάλλονται σε βιομηχανικές ή έμπορικες έπιχειρήσεις που παράγουν ή διακινούν προϊόντα άρμολότητας τού Ε.Ο.Φ., για τα όποια άποδείχτηκε, μακροσκοπικά ή μετά από έργαστηριακό έλεγχο, ότι ή σύνθεση ή εμφάνισή τους δέν είναι σύμφωνη με αυτή που έγκρίθηκε ή ότι ή παρασκευή τους, άποθήκευση ή διακίνηση ήταν πλημμελής ή ο χώρος και οι συνθήκες παρασκευής τους και έλέγχου άκατάλληλες, δύνανται να δημοσιεύονται στον έπιστημονικό και ήμερήσιο τύπο ή τα ένθεματικά έντυπα που εκδίδει ο Ε.Ο.Φ. και να ανακοινώνονται από τα μέσα μαζικής ένθμωσης.

γ) Οι παραβάτες κάθε άλλης άπαγορευτικής και έπιτακτικής διάταξης τού παρόντος Ν.Δ. και τών Προεδρικών Διαταγμάτων και Ύπουργικών Αποφάσεων που εκδίδονται με έξουσιοδότησή του τιμωρούνται με τις ποινές τού άρθρου 458 Π.Κ.»

6. Η παράγραφος 8 τού άρθρου 19 τού Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «8. Φαρμακευτικά και λοιπά προϊόντα άρμολότητας τού Ε.Ο.Φ. τα όποια κυκλοφορούν χωρίς άδεια που χορηγείται σύμφωνα με τις διατάξεις τού νόμου αυτού ή μετά τή λήξη ή ανάκληση ή άναστολή της κατάσχονται από τα άρμόδια όργανα τού Ύπουργείου Ύγείας και Πρόνοιας ή τού Ε.Ο.Φ.

Η κατάσχεση αυτή ύπόκειται στην έγκριση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ. Για την τύχη τών κατασχθέντων αποφασίζει ο Ύπουργός Ύγείας και Πρόνοιας —μετά σύμφωνη γνώμη τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ.— που μπορεί να επιβάλλει την καταστροφή τους ή διάθεσή τους σε νοσηλευτικά ή άλλα ιδρύματα».

7. Στο άρθρο 19 τού Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 12 ως εξής:

«12. Τα διοικητικά πρόστιμα επιβάλλονται με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση τού Διοικητικού Συμβουλίου τού Ε.Ο.Φ. και εισπράττονται κατά τις διατάξεις τού ΚΙΕΔΕ. Οι ανάκλησεις τών άδειών κυκλοφορίας επιβάλλονται με άπόφαση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ. Οι στερήσεις τών άδειών άσκήσης επαγγέλματος επιβάλλονται, έφόσον δέν όρίζεται διαφορετικά από άλλες διατάξεις, με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας, ύστερα από γνωμάτευση τού οικείου πειθαρχικού συμβουλίου. Το κλείσιμο φαρμακείου και φαρμακαποθήκης γίνεται με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας. Οι βημαιοεύσεις και άνακοινώσεις τών κυρώσεων γίνονται με άπόφαση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ.».

### Άρθρο 34.

Η παράγρ. 3 τού άρθρου 33 τού Ν. 5607/1932, που αντικαταστάθηκε με το άρθρο 19 τού Α.Ν. 972/1946, αντικαθίσταται ως εξής:

«3. Φαρμακοποιός, που διατηρεί νόμιμα συστημένο φαρμακείο, μπορεί να λαμβάνει το αξίωμα Βουλευτή, Δημάρχου, Νομάρχη, Γενικού Γραμματέα Ύπουργείου, με έξαιρεση τα Ύπουργεία Ύγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Προέδρου ή Διοικητού Ν.Π.Δ.Δ., με έξαιρεση όσα έποπτεύονται από τα Ύπουργεία Ύγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων, εκτός τών τοπικών φαρμακευτικών συλλόγων και τού Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου, με την προϋπόθεση ότι ή συνέχιση τών εργασιών τού φαρμακείου του έπιτρέπεται μόνο μετά από διορισμό άλλου υπεύθυνου έπιστήμονα φαρμακοποιού.

Οι Αντιδήμαρχοι, οι Δήμαρχοι Δήμων κάτω τών 10.000 κατοίκων και οι Πρόεδροι Κοινοτήτων μπορούν να λαμβάνουν το αξίωμα διατηρώντας το δικαίωμα άυτοπρόσωπης διεύθυνσης τού φαρμακείου τους».

### Άρθρο 35.

Το άρθρο 11 τού Ν. 5607/1932 «περί κωδικοποίησης και συμπλήρωσης της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας» αντικαθίσταται ως εξής:

### Άρθρο 11.

1. Φαρμακείο που βρίσκεται σε λειτουργία δέ μπορεί να μείνει κλειστό, χωρίς άδεια τής άρμόδιας Αρχής, περισσότερο από τρεις ήμέρες.

2. Άδεια για προσωρινό κλείσιμο τού φαρμακείου χορηγείται:

α) Για χρονικό διάστημα μέχρι έξη μήνες:

—Για μεταφορά ή άνακίνηση τού φαρμακείου.

—Για λόγους ύγείας τού φαρμακοποιού.

—Για οικονομικούς ή άλλους σοβαρούς λόγους, άν κατά την κρίση τής άρμόδιας Αρχής είναι άδύνατη για το φαρμακοποιό ή άνεύρωση αντικαταστάτη.

β) Για χρονικό διάστημα μέχρι ένα μήνα τού χρόνου, χωρίς ειδική αίτιολογία, μετά από σύμφωνη γνώμη τού άρμόδιου Φαρμακευτικού Συλλόγου.

3. Σε τόπους όπου ύπάρχει ένα μόνο φαρμακείο, ή άδεια τής προηγουμένης παραγράφου χορηγείται ύστερα από σύμφωνη γνώμη τού Νομάρχη, και τού τοπικού φαρμακευτικού συλλόγου.

4. Οι παραβάτες τιμωρούνται με άπόφαση τού άρμόδιου Νομάρχη με πρόστιμο μέχρι 100.000 δραχμές που εισπράττεται σύμφωνα με τις διατάξεις τού νόμου που ισχύει για την εισπραξη δημόσιων εισόδων. Σε περίπτωση άργίας τού φαρμακείου περισσότερο από 3 μήνες, χωρίς την άδεια τής άρμόδιας Αρχής ο παραβάτης φαρμακοποιός τιμωρείται με άνάκληση τής άδειας ίδρυσης τού φαρμακείου του.

5. Άδειες ίδρυσης και λειτουργίας φαρμακείων και φαρμακαποθηκών φαρμακοποιών που έχουν σε νόμιμη λειτουργία φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη συνεχώς ή διακεκομμένα έπι 35 χρόνια και έχουν συμπληρώσει το 65ο έτος τής ηλικίας τους, άνακαλούνται με πρόξη τής άρμόδιας Αρχής. Η ισχύς τής παραγράφου αυτής άρχίζει από 1.1.1985.

Άπό την ήμέρα τής συνταξιοδότησης και μετά ο άδειούχος φαρμακοποιός δέν έχει το δικαίωμα να μετέχει σαν έταίρος σε φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη.

6. Αν ο άδειούχος φαρμακοποιός έχει συμπληρώσει τα 35 χρόνια με φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη και το 65ο έτος τής ηλικίας που και έχει παιδί που σπουδάζει στη φαρμακευτική, παίρνει παράταση τής άδειας, μέχρι έπτά (7) χρόνια, στα όποια το φαρμακείο ή ή φαρμακαποθήκη δά λειτουργεί με άλλο υπεύθυνο φαρμακοποιό, έφόσον πληρούνται οι προδιαγραφές τής ισχύουσας νομοθεσίας. Η ίδια παράταση μέχρι έπτά (7) χρόνια μετά τή λήξη τής άδειας δίνεται και σε κληρονομικό φαρμακείο, άν νόμιμος κληρονόμος σπουδάζει στη φαρμακευτική.

7. Άδεια για συστέγαση ή συνεπαυριτικό φαρμακοποιών που γίνεται από τώρα και στο εξής, δίνεται μόνο σε φαρμακεία που πληρούν τις προδιαγραφές της ισχύουσας νομοθεσίας.

8. Άναπηροι που προστατεύονται από το Ν. 963/1979 και είναι πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, με άδεια άσκησης επαγγέλματος φαρμακοποιού, παίρνουν άδεια ίδρυσης φαρμακείου εφόσον έχουν τα απαιτούμενα τυπικά προσόντα.

Κεφάλαιο: πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, που έχουν άδεια άσκησης επαγγέλματος φαρμακοποιού, μπορούν να πάρουν την άδεια ίδρυσης φαρμακείου εάν έχουν ικανοποιητική δυνατότητα χειρωνακάννησης και σχετική ικανότητα ομιλίας, δεσπομυμένες από Κρατικό Νοσοκομείο.

Αν οι φαρμακοποιοί που περιγράφονται στην παράγραφο αυτή δεν έχουν τις ουσιαστικές δυνατότητες για την εξυπηρέτηση του κοινού, τότε παίρνουν την άδεια ίδρυσης φαρμακείου αν στο φαρμακείο συνυπηρετεί βοηθός φαρμακείου.

#### Άρθρο 36.

1. Η παράγραφος 5 του άρθρου 6 του Ν. 813/1978 «περί εμπορικών και ετέρων τινών κατηγοριών μισθώσεων» αντικαθίσταται ως εξής:

«5. Η κατά το Ν. 328/1976 πρόσληψη συνεταίρου ή ή συστέγαση φαρμακείων και φαρμακαποθηκών, όπως και η απόχώρητη συνεταίρου και η απόσυρτέγαση, που γίνονται στο ίδιο κατάστημα, δεν συνεπάγεται μεταβολή της μισθωτικής σχέσης και του μισθώματος που έχει συμφωνηθεί και καταβάλλεται».

2. Στην παράγραφο 1 του άρθρου 1 του Ν. 813/1978 προστίθεται περίπτωση «ε» ως εξής:

«ε. Προς στέγαση και λειτουργία φαρμακείων και φαρμακαποθηκών».

#### Άρθρο 37.

Α. Το άρθρο 22 του Ν. 3601/1928, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 7 του Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928 «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής:

#### «Άρθρο 22.

1. Η εκλογή των μελών των Διοικητικών και Περιφερειακών Συμβουλίων διεξάγεται σε τακτική συνεδρίαση των συλλόγων, με μυστική ψηφοφορία και αυτοπρόσωπη παρουσία των ψηφοφόρων, το πρώτο δεκαπενθήμερο του μήνα Νοέμβρη κάθε τριετίας σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

Στην πρόσκληση υποχρεωτικά αναφέρεται και ο αριθμός των συμβούλων που εκλέγονται.

2. Οι υποψήφιοι σύμβουλοι για τα Διοικητικά ή τα Περιφερειακά Συμβούλια πρέπει να υποβάλουν υποψηφιότητα στο Σύλλογο τουλάχιστον 30 ημέρες πριν από τη διεξαγωγή των αρχαιρεσιών. Το Δ.Σ. συνεδριάζει 20 ημέρες πριν από τις αρχαιρεσίες και ανακηρύσσει με απόφασή του τους υποψηφίους για εκλογή.

3. Τα ψηφοδέλτια αναγράφουν το επώνυμο μέρας την ονομασία του συλλόγου, τη χρονολογία διενέργειας των εκλογών και στη συνέχεια, με αλφαριθμητική σειρά τα ονόματα των υποψηφίων. Τυπώνονται από τους φαρμακευτικούς συλλόγους και παραδίδονται 10 ημέρες πριν από τις αρχαιρεσίες στο Νομάρχη της έδρας του Συλλόγου που τα σφραγίζει με τη σφραγίδα της Νομαρχίας.

4. Προκειμένου περί φαρμακευτικών συλλόγων που έχουν περισσότερα από 50 μέλη, οι σύμβουλοι δίνουν υποψηφιότητα σε συνδυασμούς που περιλαμβάνουν αριθμό υποψηφίων μέχρι

των αριθμωδών των συμβούλων που πρέπει να εκλεγούν. Κανένας από τους υποψηφίους δεν μπορεί να μετέχει σε περισσότερους από ένα συνδυασμούς.

Ο συνδυασμός καταρτίζεται με γραπτή δήλωση των υποψηφίων συμβούλων που θα περιληφθούν σ' αυτόν, ή δε έκτύπωση και σφράγιση των ψηφοδελτίων γίνεται με τη διαδικασία της προηγούμενης παραγράφου.

5. Αν ο Σύλλογος δεν έχει έδρα στην έδρα της Νομαρχίας, τα ψηφοδέλτια του συλλόγου ή των συνδυασμών σφραγίζονται από τον αρμόδιο ειρηνοδίκη.

6. Ψηφοδέλτια που δεν έχουν τη σφραγίδα της Νομαρχίας ή του ειρηνοδίκη είναι άκυρα.

7. Κατά τις αρχαιρεσίες παρίσταται ο διοικητικός ή δικαστικός αντιπρόσωπος που ορίζεται από το Νομάρχη ή τον αρμόδιο Ειρηνοδίκη και που μαζί με τον Πρόεδρο και τους εκλεγμένους από τη Γενική Συνέλευση τρεις ψηφοδέκτες, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 23 του νόμου αυτού, αποτελούν την Εφορευτική Επιτροπή.

8. Με απόφαση του αρμόδιου Νομάρχη, σε συλλόγους που έχουν περισσότερα από 300 μέλη επιτρέπεται η λειτουργία περισσότερων εκλογικών τμημάτων, όποτε στην περίπτωση αυτή η Εφορευτική Επιτροπή κάθε τμήματος αποτελείται από τρία μέλη που εκλέγονται από τη Γενική Συνέλευση, ένα από τα οποία ορίζεται Πρόεδρος της και που διεξάγουν την ψηφοφορία. Στην περίπτωση αυτή, ο Πρόεδρος του Συλλόγου, ο διοικητικός ή δικαστικός αντιπρόσωπος και οι Πρόεδροι των κατά τμήματα Εφορευτικών Επιτροπών αποτελούν την Κεντρική Εφορευτική Επιτροπή που εγγίζει τα τελικά αποτελέσματα και ανακηρύσσει τους επιτυχόντες.

9. Ο ψηφοφόρος, αφού πάρει τα ψηφοδέλτια και φάκελλο σφραγισμένο με σφραγίδα του Συλλόγου, αποσύρεται στον ιδιαίτερο χώρο που υπάρχει μέσα στην αίθουσα της ψηφοφορίας και ψηφίζει τους υποψηφίους συμβούλους του συνδυασμού της προτίμησής του, με σταυρό που σημειώνεται δίπλα στο όνομα του υποψηφίου.

Ψηφοδέλτια συνδυασμού χωρίς σταυρό προτίμησής στους υποψηφίους συμβούλους είναι έγκυρα και υπολογίζονται υπέρ του συνδυασμού. Όπου δεν ισχύει το σύστημα των συνδυασμών, ο ψηφοφόρος ψηφίζει με σταυρό προτίμησής μέχρι τους υποψηφίους, όσος ο αριθμός των συμβούλων.

10. Με αιτιολογημένη απόφαση του αρμόδιου Νομάρχη, σε εξαιρετικές περιπτώσεις και όταν ειδικές τοπικές και συγκοινωνιακές συνθήκες το επιβάλλουν, επιτρέπεται σε ορισμένους Συλλόγους ή συμμετοχή στις αρχαιρεσίες των μελών που βρίσκονται μακριά από την έδρα του Συλλόγου με συστημένη επιστολή.

Στους συγκεκριμένους ψηφοφόρους στέλνονται από τη διοίκηση του συλλόγου με συστημένη επιστολή σφραγισμένα ψηφοδέλτια και φάκελλος τουλάχιστον 10 ημέρες πριν από την ψηφοφορία. Ο φαρμακοποιός, αφού ψηφίσει και σφραγίσει το φάκελλο, ξαναπέμπει μαζί με αποδεικτικά στοιχεία της ταυτότητάς του θεωρημένα από την αστυνομία με συστημένη επιστολή το σφραγισμένο φάκελλο στην εφορευτική επιτροπή, που έχει την ευθύνη της αποσφράγισης του εξωτερικού φακέλλου και την τοποθέτηση του εσωτερικού μέσα στην κάλπη.

Β. Το άρθρο 25 του Ν. 3601/1928 όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 9 του Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928, «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής:

#### «Άρθρο 25.

1. Στις συνεδριάσεις για εκλογή Διοικητικών και Περιφερειακών Συμβουλίων πρέπει να συμμετέχουν στην ψηφοφο-

ρία, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 22 του νόμου αυτού τουλάχιστον τὰ μισά συν ένα μέλη του συνόλου των μελών του συλλόγου.

2. Στους Συλλόγους που δεν εφαρμόζεται το σύστημα των συνδυασμών, επιτυχόντες θεωρούνται οι σύμβουλοι που πλειοψηφούν. Οι υπόλοιποι επιτυχόντες με τη σειρά ψήφων προτίμησης είναι επιλαχόντες.

3. Στις αρχαιρεσίες με βάση το σύστημα των συνδυασμών, οι θέσεις των συμβούλων του Διοικητικού ή του Πειθαρχικού Συμβουλίου κατανομούνται μεταξύ των συνδυασμών που πήραν μέρος στην εκλογή, ανάλογα με την εκλογική δύναμη καθενός απ' αυτούς. Για την κατανομή αυτή εύρισκεται πρώτα ή επί τοίς εκατό αναλογία των έγκυρων ψηφοδελτίων που πήρε ο καθένας από τους συνδυασμούς σε σχέση με το συνολικό αριθμό τους. Το ποσοστό αυτό πολλαπλασιάζεται με τον αριθμό των συμβούλων και το γινόμενο που προκύπτει, χωρίς το κλασματικό μέρος είναι ο αριθμός των θέσεων που ανήκουν στον κάθε συνδυασμό. Αν μετά την πρώτη αυτή κατανομή παραμένουν αδιάθετες θέσεις συμβούλων, αυτές κατανομούνται σε όλους τους συνδυασμούς ανάλογα με το μέγεθος του κλασματικού μέρους που παραλείφθηκε.

4. Σε περίπτωση ισοψηφίας υποψηφίων συμβούλων γίνεται κλήρωση από την Εφορευτική Επιτροπή.

Γ. Το άρθρο 27 του Ν. 3601/1928 αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 27.

1. Μετά το τέλος της ψηφοφορίας γίνεται η διαλογή των ψηφοδελτίων, που αριθμούνται και μονογράφονται από τον Πρόεδρο της Εφορευτικής Επιτροπής και συντάσσεται σχετικό Πρακτικό, στο οποίο αναγράφονται τὰ ονόματα των υποψηφίων και αντίστοιχα ο αριθμός των σταυρών προτίμησης, που πήρε ο καθένας απ' αυτούς.

2. Στις περιπτώσεις διεξαγωγής αρχαιρεσιών με το σύστημα συνδυασμών, στο σχετικό πρακτικό γράφεται ο αριθμός των έγκυρων ψηφοδελτίων που πήρε ο καθένας απ' αυτούς και στη συνέχεια ο αριθμός των σταυρών προτίμησης του κάθε υποψηφίου.

3. Είναι άκυρα :

α) Ψηφοδέλτια που δε φέρουν τὰ στοιχεία που ορίζονται από το νόμο ή τη σφραγίδα της Νομαρχίας ή του αρμόδιου εφημεριδίου.

β) Ψηφοδέλτια που φέρουν ενδείξεις με τις οποίες είναι εμφανής ή πρόδηλη της παραβίασης της ανωνυμότητας της ψηφοφορίας.

Δ. Το άρθρο 47 του Ν. 3601/1928, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 3 του Ν. 5959/1933 «περί τροποποίησης του άρθρου 19 του Ν. 5607 και του άρθρου 47 του Ν. 3601/1928», αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 47.

α1. Οι εισφορές και τὰ πρότιμα του συλλόγου, όπως και κάθε άλλο έσοδο του συλλόγου, εισπράττεται από τὰ ταμεία με διπλότυπες αποδείξεις.

2. Σε περίπτωση άρνησης ή αμέλειας των μελών του συλλόγου να καταβάλουν τις εισφορές τους ή τὰ τελευταία πρότιμα που τους έχουν επιβληθεί, το Διοικητικό Συμβούλιο, αφού δώσει στο φαρμακευτικό σχετικό προθεσμία για να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις του, αποφασίζει για την αναγκαστική εισπραξη από τους λογαριασμούς του που πρόκειται να πληρωθεί από το Δημόσιο, το ΙΚΑ και τὰ άλλα ασφαλιστικά ταμεία. Η απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου για αναγκαστική εισπραξη των εισφορών ή των προστίμων, αποτελεί έκτελεστο τίτλο και υποχρεώνει το Δημόσιο, το ΙΚΑ

και τὰ Ασφαλιστικά Ταμεία να κρατήσουν από τους λογαριασμούς φαρμακοποιών ποσά που οφείλει να τὰ αποδώσουν στον αρμόδιο έσλλογο, με την έκδοση σχετικού γραμματίου πληρωμής.

Στους τοπικούς φαρμακευτικούς συλλόγους που λειτουργούν λογιστικές υπηρεσίες διεκπεραιώσης λογαριασμών φαρμακείων και ασφαλιστικών ταμείων, η πράξη του προστίρου μπορεί να γίνει με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου από το σύνολο του μηνιαίου λογαριασμού του φαρμακοποιού.

3. Εισφορές και πρότιμα που επιβάλλονται από τὰ Πειθαρχικά Συμβούλια σε φαρμακοποιούς που είναι συνεταιρισμένοι ή συτταγασμένοι και αρνούνται ή αμελούν να τὰ καταβάλουν, υποχρεώνονται να τὰ καταβάλει το νομικό πρόσωπο της Έταιρείας που έχει συσταθεί για το συνεταιρισμό ή τη συτταγασή.

4. Η άρνηση ή η αμέλεια καταβλήσης από το φαρμακοποιό προς το σύλλογο των εισφορών και των προστίμων που του έχουν επιβληθεί είναι βαρύτερο πειθαρχικά παράπτωμα.

Ε. 1. Το άρθρο 64 του Ν. 3601/1928 «περί συττασεως Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 64.

α. Το Διοικητικό μέλος προεδρεύει πάντοτε στο Πειθαρχικό Συμβούλιο.

β. Χρέη γραμματέα εκτελεί ένα από τα μέλη του Πειθαρχικού Συμβουλίου, που εκλέγεται από την διαμέλειά του, με απόλυτη πλειοψηφία.

γ. Το Πειθαρχικό Συμβούλιο εύρισκεται σε άπαραία όταν τὰ παρόντα μέλη είναι περισσότερα από τὰ άπόντα.

δ. Οι αποφάσεις του Πειθαρχικού Συμβουλίου παίρνονται με πλειοψηφία των παρόντων και σε περίπτωση ισοψηφίας ή απόφαση είναι υπέρ του πειθαρχικά δικαιουμένου.

2. Η παράγραφος 3 του άρθρου 13 του Α.Ν. 1384/38 «περί τροποποίησης ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928 «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων» καταργείται.

ΣΤ. 1. Η παράγραφος 3 του άρθρου 67 του Ν. 3601/1928 «περί συττασεως Φαρμακευτικών Συλλόγων», όπως αντικαταστάθηκε με την παράγραφο 1 του άρθρου 9 του Ν. 4111/1960 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως των περί Υγειονομικών Συλλόγων κλπ.» αντικαθίσταται ως εξής :

«3. Πρόστιμο από 5.000 — 50.000 δραχμές».

2. Η παράγραφος 2 του άρθρου 9 του Ν. 4111/1960 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως των περί Υγειονομικών Συλλόγων κλπ.» αντικαθίσταται ως εξής :

«2. Αποφάσεις Πειθαρχικών Συμβουλίων, με τις οποίες επιβάλλεται ποινή προστίμων κάτω των 10.000 δραχμών δεν υπόκεινται σε έφεση».

Ζ. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργούνται :

α) Η παράγραφος 2 του άρθρου 21 του Ν. 3601/1928 «περί συττασεως Φαρμακευτικών Συλλόγων» και

β) Το άρθρο 15 του Ν. 5607/1932 «περί κωδικοποίησης και συμπλήρωσεως της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας», όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 2 του Ν.Δ. 604/1970 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως διατάξεων τινων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας» και την παρ. 3 του άρθρου 10 του Ν. 328/76 «περί τροποποίησης διατάξεων τινων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας».

Η. 1. Στο νόμο 3601/1928 της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας «περί συττασεως φαρμακευτικών συλλόγων» και στο άρθρο 15 προστίθενται τὰ παρακάτω :

«Στις Γενικές Συνελεύσεις των φαρμακευτικών συλλόγων της Χώρας και του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου, προεδρεύει μέλος της, που εκλέγεται με άνοιαση των μελών των μελών της Συνέλευσης και έχει κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης όλα τα δικαιώματα και τα καθήκοντα που προβλέπονται από το νόμο για τον Πρόεδρο.

Στις Συνελεύσεις των Φαρμακευτικών Συλλόγων συζητείται εκτός ημερήσιας διάταξης κάθε θέμα που προτείνεται έγγραφα και πριν από την αρχή της συζήτησης των θεμάτων της ημερήσιας διάταξης, από το 1/10 τουλάχιστον του συνολικού αριθμού των μελών του Συλλόγου».

2. Το άρθρο 11 του Ν. 3601/1928 αντικαθίσταται ως εξής:

#### «Άρθρο 11.

«Ο Φαρμακευτικός Σύλλογος συνέρχεται σε συνεδρίαση τακτικά μόνον, όσες φορές όριζει ο νόμος αυτός (3601/1928), ή αναγράφει ο έσωτερικός Κανονισμός του Συλλόγου, έκτακτα δέ, όσες φορές κρίνει τούτο αναγκαίο το Διοικητικό Συμβούλιο ή μετά από έγγραφη αίτηση, στην οποία αναφέρεται και ο λόγος της σύγκλησης και υπογράφεται από τόσα μέλη όσα όριζει ο Έσωτερικός Κανονισμός του Συλλόγου τους και που δέ μπορεί να είναι κατώτερος του 1/10 του συνολικού αριθμού των μελών, για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν περισσότερα από 400 μέλη ή κατώτερος του 1/5 για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 400 μέλη ή κατώτερος των 5 για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 60 μέλη και περισσότερα από 15 ή κατώτερος από 2 μέλη για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 15 μέλη».

3. Στο άρθρο 36 του Ν. 3601/1928 προστίθενται τα παρακάτω:

«Οι συνεδριάσεις των Διοικητικών Συμβουλίων των φαρμακευτικών συλλόγων της χώρας και του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου είναι δημόσιες για τα μέλη τους. Μπορεί όμως τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου να αποφασίσουν με πλειοψηφία των παρόντων να συνεδριάσουν μυστικά, αλλά στην περίπτωση αυτή οι αποφάσεις που δέ παρθούν ανακοινώνονται δημόσια. Ο Πρόεδρος του Διοικητικού Συμβουλίου μπορεί να διατάξει την αποβολή από το άχροατήριο κάθε μέλους του Συλλόγου που διαταράσσει την τάξη».

4. Στο άρθρο 44 του Ν. 3601/1928 ή τελευταία παράγραφος αλλάζει και γίνεται ως εξής:

«Ο ταμίας του φαρμακευτικού συλλόγου καταθέτει υποχρεωτικά σε έλεγχομένη από το κράτος Τράπεζα, που όριζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο, κάθε ποσό που υπερβαίνει τις 20.000 δραχμές. Το ποσό αυτό μπορεί να αυξηθεί μέχρι τις 50.000 δραχμές μετά από κοινή απόφαση των Ύπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας».

#### \*Άρθρο 38.

1. Οι διατάξεις της παρ. 1 του άρθρου 8 του Ν. 1287/1982 τροποποιούνται ως εξής:

α1. Οι ασφαλισμένοι και συνταξιούχοι του ΟΓΑ καθώς και τα μέλη οικογενείας τους δικαιούνται φαρμακευτικής περίθαλψης».

2. Στο τέλος της παρ. 2 του άρθρου 8 του ίδιου νόμου προστίθεται περίπτωση που έχει ως εξής:

α'Επίσης με κανονισμό που δέ εκδίδεται σύμφωνα με την προηγούμενη διάταξη δέ καθορίζονται τα φάρμακα που μπο-

ρεί να χορηγούνται δωρεάν σε ασφαλισμένους που πάσχουν από χρόνια πάθηση, πέραν αυτών που ήδη χορηγούνται καθώς και το ποσοστό συμμετοχής των δικαιούχων στη δαπάνη αγοράς των λοιπών φαρμάκων, που σε καμία περίπτωση δέν θά είναι: ανώτερο του 25%. Η έναρξη παροχής της φαρμακευτικής περίθαλψης δά γίνει εντός 6 μηνών από της δημοσίευσης αυτού του νόμου, ή ακριβώς ήμερομηνία της οποίας δά καθορισθεί με απόφαση του Ύπουργού Κοινωνικών Ασφαλίσεων. Ύστερα από γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ο.Γ.Α.».

#### \*Άρθρο 39.

1. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού οι προβλεπόμενες από το άρθρο 17 του Ν.Δ. 97/1973 δέκα οργανικές θέσεις Ειδικών Επιστημονικών Συνεργατών του ΚΕΒΕΦ αυξάνονται σε είκοσι πέντε (25). Οι Ειδικοί αυτοί Επιστημονικοί Συνεργάτες πρέπει να είναι πτυχιούχοι Ανώτατων Σχολών του έσωτερικού ή ισότιμων και αναγνωρισμένων του έξωτερικού με ειδικές γνώσεις ή πείρα στα αντικείμενα της αρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ. Οι άμοιβές των επιστημονικών συνεργατών δέ μπορεί σε περίπτωση πλήρους απασχόλησης να είναι κατώτερες από τις προβλεπόμενες από τις αντίστοιχες κλαδικές συλλογικές τους συμβάσεις. Κατά τα λοιπά εφαρμόζονται για αυτούς οι διατάξεις του Ν. 993/1979.

2. Από την έναρξη ισχύος του νόμου αυτού και μέχρι 30 Ιουνίου 1983 μπορούν για τις φαρμακευτικές επιχειρήσεις να ανασταλούν με απόφαση των Ύπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Οικονομικών και των κατά περίπτωση συναρμόδιων Ύπουργών τα αναγκαστικά μέτρα λόγω όφελων στο Δημόσιο, Ασφαλιστικούς Οργανισμούς και Ν.Π.Δ.Δ.

3. Από τη δημοσίευση επίσης του νόμου αυτού καταργείται το Ν.Δ. 97/1973, με εξαίρεση: α) Τις διατάξεις των άρθρων 3, 4, 5, 6 και 7, οι όποιες διατηρούνται σε ισχύ μέχρι την έκδοση της απόφασης του Ύπουργού Υγείας και Πρόνοιας που προβλέπεται από την παράγρ. 4 του άρθρου 14 του νόμου αυτού, β) Τη διάταξη του άρθρου 17, όπως παραπάνω συμπληρώνεται, γ) Τη διάταξη του άρθρου 30 περί Υγειονομικού Έργαστηρίου Αθηνών, δ) Τη διάταξη του άρθρου 29 περί προσωρινών μισθωτικών συμβάσεων και ε) Τη διάταξη του άρθρου 31 περί ειδικών επιδομάτων.

Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργούνται επίσης οι διατάξεις των άρθρων 22, 23 του Α.Ν. 1384/1938 και το άρθρο 2 του Ν.Δ. 171/1946.

4. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργείται κάθε άλλη, γενική ή ειδική διάταξη νόμου που αντιβαίνει στο νόμο αυτόν.

#### \*Άρθρο 40.

1. Σε εξααιρετικά σοβαρές παθήσεις ασφαλισμένου του Δημοσίου και των Ασφαλιστικών Οργανισμών αρμοδιότητας του Ύπουργείου Κοινωνικών Ασφαλίσεων και έφοσον ή διάγνωση ή ή θεραπεία της ασθένειας αυτής δέν είναι δυνατή στην Ελλάδα, αλλά σε Κέντρο του έξωτερικού, επιτρέπεται: ύστερα από έγκριση του αρμόδιου φορέα ή νοσηλεία στο έξωτερικό.

2. Για την ανάγκη νοσηλείας ασφαλισμένου στο έξωτερικό γνωματεύουν υγειονομικά όργανα που όρίζονται με κοινές αποφάσεις των Ύπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων.

3. Ο τρόπος και ή διαδικασία έγκρισης μετάβασης στο έξωτερικό των προσώπων που αναφέρονται στην παρ. 1 του παρόντος άρθρου, το είδος της παροχής, το ύψος της δαπάνης

νης, ή τυχόν συμμετοχή του ασφαλισμένου στις δαπάνες καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια αναγκαία για την εφαρμογή της διατάξεως του παρόντος άρθρου καθορίζονται με κοινές αποφάσεις των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων.

Οι κοινές αποφάσεις που ρυθμίζουν θέματα που επιβαρύνουν τον Κρατικό Προϋπολογισμό, συγκαταγράφονται και από τον Υπουργό Οικονομικών.

4. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων και του κατά περίπτωση αρμόδιου Υπουργού είναι δυνατή ή εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος άρθρου και σ' άλλους φαρείς που παρέχουν υγειονομική περίθαλψη.

5. Η ισχύς των διατάξεων των προηγούμενων παραγράφων του άρθρου αυτού αρχίζει 6 μήνες μετά τη δημοσίευσή του νόμου αυτού.

Άρθρο 41.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, αν δεν οριζείται διαφορετικά από τις επιμέρους διατάξεις του.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή εις την Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενον του παρόντος και να εκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

**ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΑΡΓΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

**ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ**

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

**ΓΕΩΡΓ. ΜΩΡΑΪΤΗΣ**

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ

**ΠΑΡ. ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ**

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

**ΓΕΡΑΣ. ΑΡΣΕΝΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ**

ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΙΑΝΗΣ**

ΚΡΑΣΙΑΣ

**ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ

**ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 11 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

## Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

### Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

|   |       |        |
|---|-------|--------|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                                   | Δραχ. | 2.500  |
| 2. » » » Β' .....   |       | 4.000  |
| 3. » » » ΤΑΠΣ .....   |       | 3.000  |
| 4. » » » Γ' .....   |       | 1.500  |
| 5. » » » Δ' .....   |       | 3.500  |
| 6. » » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ. »                      |       | 1.500  |
| 7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....                         |       | 300    |
| 8. » » » Παράρτημα .....                                    |       | 800    |
| 9. » » » Ανωτύμων Εταιρειών κτλ. ....                       |       | 10.000 |
| 10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας ..... |       | 800    |
| 11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι. ....                   |       | 20.000 |

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

|  |       |      |
|--|-------|------|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                      | Δραχ. | 125  |
| 2. » » » Β' .....                              |       | 200  |
| 3. » » » ΤΑΠΣ .....                            |       | 150  |
| 4. » » » Γ' .....                              |       | 75   |
| 5. » » » Δ' .....                              |       | 175  |
| 6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. »          |       | 75   |
| 7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....            |       | 15   |
| 8. » » » Παράρτημα .....                       |       | 40   |
| 9. » » » Ανωτύμων Εταιρειών κτλ. ....          |       | 500  |
| 10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας .... |       | 40   |
| 11. Για όλα τα τεύχη .....                     |       | 1000 |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

### Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

### Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

#### I. Στο τεύχος Ανωτύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

##### Α'. Ανωτύμων Εταιρειών :

|   |       |        |
|---|-------|--------|
| 1. Των καταστατικών .....   | Δραχ. | 25.000 |
| 2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωτύμων εταιρειών .....  |       | 25.000 |
| 3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β') .....  |       | 15.000 |
| 4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών .....   |       | 8.000  |
| 5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....  |       | 10.500 |
| 6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ..  |       | 9.000  |
| 7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσωπείας στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70 .....  |       | 6.000  |
| 8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ ..... |       | 2.800  |
| 9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών .....   |       | 2.800  |

|   |       |       |
|---|-------|-------|
| 10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967 ..... | Δραχ. | 2.800 |
| 11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α. Ν. 148/67. ....                        |       | 2.800 |
| 12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών .....   |       | 2.000 |

##### Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

|   |  |       |
|---|--|-------|
| 1. Των καταστατικών .....   |  | 2.800 |
| 2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών .....                                  |  | 2.800 |
| 3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....  |  | 3.200 |
| 4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων .....                        |  | 2.800 |
| 5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη) ..... |  | 1.200 |
| 6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη .....                           |  | 1.200 |
| 7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ. ....                                  |  | 1.000 |
| 8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις .....                               |  | 1.000 |

##### Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

|  |  |       |
|--|--|-------|
| 1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων ..... |  | 2.800 |
| 2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων .....  |  | 3.200 |

##### Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

|  |  |       |
|--|--|-------|
| II. Στο Τέταρτο τεύχος :                                   |  |       |
| Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως ..... |  | 1.200 |

### Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.
- Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατές να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχείρισης του Εθνικού Τυπογραφείου.
- Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεως καταβάλλεται ως εξής :
  - στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).
  - στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.
  - στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.